

**Enquête publique relative au projet de transfert d'office
dans le domaine public communal des voies des
lotissements de l'Impasse Saint-Jean et de Pen Cra**



Impasse Saint-Jean



Pen Cra

Enquête publique du 22 septembre au 6 octobre 2025

**Rapport du Commissaire-enquêteur
Avis et conclusions
Annexes jointes**

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE

PARTIE N°1 - RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

1. Généralités

2. Présentation de l'enquête

- 2.1) L'objet de l'enquête et le contexte du projet
 - 2.1.1) L'objet de l'enquête
 - 2.1.2) Le contexte du projet
 - 2.1.3) L'historique des lotissements
- 2.2) Le contenu du projet
 - 2.2.1) Les caractéristiques parcellaires générales
 - 2.2.2) Les propriétaires et riverains
 - 2.2.3) Le descriptif technique des voies et équipements annexes
 - 2.2.4) Les plans d'alignement
- 2.3) Cadre juridique de l'enquête
- 2.4) Désignation du Commissaire-Enquêteur
- 2.5) Modalités de l'enquête

3. Déroulement de l'enquête

- 3.1) La publicité légale de l'enquête
- 3.2) Les modalités pratiques
- 3.3) L'étude du dossier - Demande de compléments
- 3.4) Visites des lieux
- 3.5) Permanences
- 3.6) Contacts avec les riverains lors des visites de terrain
- 3.7) Consultation, accès aux documents et dépôt d'observations
- 3.8) Examen du dossier d'enquête
- 3.9) Recueil du registre et des documents, décompte des observations

4. Analyse des observations du public

PARTIE N°2 - AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

5. Conclusions motivées et avis

PARTIE N°3 - ANNEXES

PREAMBULE

La commune de Lézardrieux (Côtes-d'Armor) a engagé une procédure de transfert d'office, au titre de l'article L.318-3 du code de l'urbanisme, visant à incorporer dans son domaine public routier les voies privées de deux lotissements : Impasse Saint-Jean et Pen Cra. Le présent rapport rend compte de l'enquête publique conduite à cet effet et formule l'avis motivé du Commissaire-Enquêteur.

Le Commissaire-Enquêteur a été désigné par Monsieur le Maire de Lézardrieux, par arrêté n° 2025-0147 en date du 5 septembre 2025.

Le Commissaire-Enquêteur a été choisi sur la liste d'aptitude départementale aux fonctions de Commissaire-Enquêteur révisée annuellement, sachant que :

« Ne peuvent être désignées comme Commissaires-Enquêteurs ou comme membres d'une commission d'enquête, les personnes intéressées à l'opération à titre personnel ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête. »

La mission s'est déroulée dans le respect strict des dispositions régissant les enquêtes publiques et les procédures de transfert d'office des voies privées, telles que prévues par le code de l'urbanisme et le code de la voirie routière.

Le rôle du Commissaire-Enquêteur consiste à évaluer l'acceptabilité du projet au regard de l'intérêt général et du développement durable, à analyser de manière objective les différents arguments présentés, et à formuler un avis personnel et motivé. Il ne lui appartient ni d'interpréter le droit ni de se substituer à une expertise technique.

Sur la base du dossier d'enquête, des observations du public et des échanges avec les services communaux, le Commissaire-Enquêteur a effectué les visites de terrain nécessaires, sollicité les compléments d'information utiles, puis établi ce rapport accompagné de ses conclusions motivées et avis. Cette démarche garantit la transparence de l'instruction, une information complète du public et la prise en compte équilibrée des différents intérêts avant la décision finale.

PARTIE N° 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

1 – GENERALITES



Située dans le nord des Côtes-d'Armor, la commune de Lézardrieux s'étend sur 11,91 km² le long de l'estuaire du Trieux. Elle compte 1 632 habitants et appartient à Lannion-Trégor Communauté. À environ 7 km de Paimpol et 30 km de Lannion, son nom, issu du breton *lez* (« manoir ») et *ar Drieux* (« près du Trieux »), évoque son passé seigneurial et sa position géographique au bord du fleuve.

L'identité de Lézardrieux s'est forgée autour de deux atouts géographiques majeurs. Le pont sur le Trieux, construit en 1840 puis remplacé par l'ouvrage actuel inauguré en 1925, a profondément transformé les communications régionales. Il s'agit d'un pont métallique à haubans de type Gisclard assurant aujourd'hui la continuité de la RD 786 reliant Paimpol à Tréguier. Véritable symbole local, il constitue à la fois un repère paysager et un élément identitaire fort.

La commune dispose également du seul port naturel en eaux profondes du Trégor, protégé des vents par la configuration abritée de l'estuaire, ce qui en fait une porte d'accès maritime privilégiée vers l'archipel de Bréhat et la côte de la Manche.





L'économie locale repose sur trois piliers.

Le commerce de proximité, l'artisanat et les services structurent la vie du bourg et de ses hameaux, appuyés par la zone d'activités de Kerscavet, en bordure de la RD 786. Le secteur nautique, essentiel à la vie économique, s'articule autour du port de plaisance, doté de 542 places sur pontons et de chantiers navals actifs dans la réparation et l'entretien de bateaux de plaisance.

Enfin, le tourisme constitue le troisième pilier de l'économie communale, soutenu par la qualité paysagère de l'estuaire, la proximité immédiate de Bréhat, et un patrimoine maritime et naturel de premier plan.

L'estuaire du Trieux bénéficie de protections fortes : il est inclus dans plusieurs zones Natura 2000, ZNIEFF et zones de protection spéciale (ZPS). Ces mesures visent à préserver des milieux remarquables et une biodiversité reconnue.

La tradition maritime demeure bien ancrée à Lézardrieux. Les quais en pierre et les anciens entrepôts portuaires, aujourd'hui en partie réhabilités, témoignent de l'activité de commerce et de cabotage qui animait autrefois le port.

L'église paroissiale Saint-Jean-Baptiste, plusieurs chapelles et manoirs, ainsi que la toponymie d'origine bretonne, illustrent la richesse du patrimoine bâti et culturel lézardrien. Malgré la diversification de ses activités, Lézardrieux conserve un caractère rural affirmé : environ 82 % du territoire est à vocation agricole, contre 10 % urbanisé. Le bocage préservé forme la trame verte et bleue du territoire et relie le bourg à ses hameaux, contribuant à la qualité paysagère et à la continuité écologique.

Identifiée comme « pôle relais » dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), la commune assure une fonction d'articulation entre Paimpol à l'ouest et Tréguier à l'est. Son pont garantit la continuité de la desserte routière entre ces deux pôles, tandis que son port complète l'offre nautique et économique du littoral, renforçant ainsi la cohérence territoriale du Trégor maritime.

Lézardrieux s'engage dans une croissance maîtrisée, avec un objectif d'environ 130 logements neufs à l'horizon 2040, dont 25 % à vocation sociale ou abordable.

Les infrastructures existantes permettent d'accompagner ce développement. Enfin, la coopération au sein de Lannion-Trégor Communauté assure la mutualisation des équipements et l'intégration de Lézardrieux dans un projet de territoire équilibré, conciliant attractivité, qualité de vie et développement durable.

2 - PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE

2.1) L'objet de l'enquête et le contexte du projet

2.1.1) L'objet de l'enquête



La présente enquête publique a pour objet de soumettre au public le projet de transfert d'office dans le domaine public routier communal, sur le fondement de l'article L.318-3 du code de l'urbanisme, des voies privées de deux lotissements : Impasse Saint-Jean et Pen Cra à Lézardrieux (22740).

Il s'agit de voies privées composées de deux impasses ouvertes à la circulation publique qui desservent des ensembles d'habitations situés dans l'agglomération de Lézardrieux.

Ces voies représentent un linéaire total d'environ 280 mètres et une superficie totale de 2 917 m².

Les dispositions du code de la route ainsi que le pouvoir de police générale du Maire s'appliquent sur ces voies privées puisqu'elles sont d'ores et déjà ouvertes à la circulation publique. L'accès aux voies se fait sans restriction, aucun dispositif ne limitant celui-ci.

2.1.2) Le contexte du projet

Le 13 juin 2024, le Conseil Municipal de Lézardrieux a, par délibération motivée transmise en Préfecture le 25 juin 2024, approuvé le lancement de la procédure de rétrocession de voirie dans le domaine public communal de l'Impasse Saint-Jean (parcelle cadastrée section C n°

1528 - délibération n° 2024-05-50) et de Pen Cra (parcelle cadastrée section C n° 2677 - délibération n° 2024-05-51) (annexe 6).

Cette première délibération a été complétée par la délibération n° 2025-05-59 du 15 mai 2025 (exécutoire le 20 mai 2025), intégrant la parcelle cadastrée section C n° 2678 de Pen Cra dans la procédure de rétrocession (annexe 6).

La procédure et la rédaction de l'acte ont été confiées au Centre de Gestion des Côtes-d'Armor, service rédaction d'actes fonciers (droit du sol).

Les motivations de cette décision reposent sur plusieurs considérations :

- La demande exprimée par les riverains de l'Impasse Saint-Jean lors de la réunion publique du 28 janvier 2025
- La nécessité d'assurer l'entretien régulier des équipements publics présents sur ces voies
- La clarification indispensable de la domanialité et des caractéristiques juridiques de ces voies

Les recherches menées par le Centre de Gestion auprès du service de la publicité foncière ont démontré que la procédure administrative à suivre pour le transfert de propriété devait nécessairement être une procédure de transfert d'office en vertu de l'article L.318-3 du code de l'urbanisme, du fait des éléments suivants :

- Pour l'Impasse Saint-Jean : seuls les propriétaires de 2/11èmes de la parcelle C n° 1528 sont identifiés, les 9/11èmes restants relevant de propriétaires non identifiables.
- Pour Pen Cra : la dissolution de la société RENAUD, propriétaire des parcelles C n° 2677 et 2678, intervenue le 15 mars 2008, rend impossible tout transfert amiable.

Par délibération n° 2025-02-21 en date du 13 février 2025 (exécutoire le 14 février 2025), le Conseil Municipal a acté le lancement de la procédure de transfert d'office pour la parcelle cadastrée section C n° 1528 de l'Impasse Saint-Jean.

Par délibération n° 2025-06-72 en date du 12 juin 2025 (exécutoire le 17 juin 2025), le Conseil Municipal a acté le lancement de la procédure de transfert d'office pour les parcelles C n° 2677 et 2678 de Pen Cra.

Par arrêté n° 2025-0147 en date du 5 septembre 2025, Monsieur le Maire a prescrit une enquête publique de transfert d'office du 22 septembre 2025 au 6 octobre 2025 inclus.

2.1.3) L'historique des lotissements

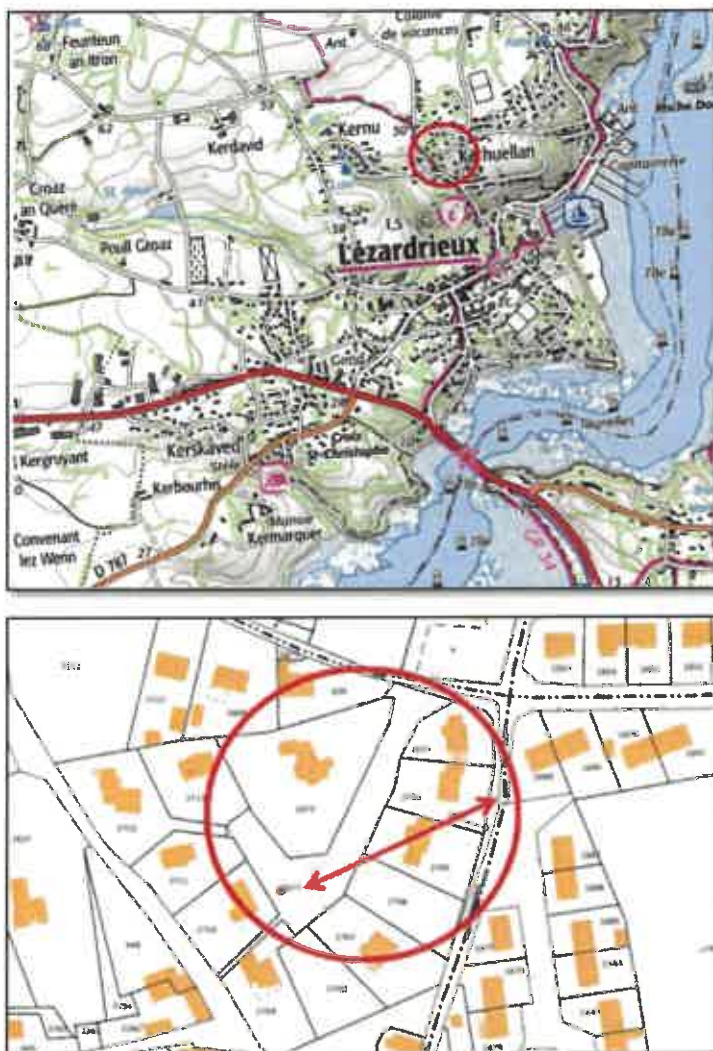
IMPASSE SAINT-JEAN

Constat actuel

Cette Association Syndicale Libre n'a jamais vu le jour. Actuellement, seuls les propriétaires de 2/11èmes de la parcelle C n° 1528. sont identifiés :

- LE QUEMENT Monique (usufruitière) et LE QUEMENT Hélène, Laurence, Pierre et Françoise (nus-propriétaires) : 1/11ème
 - La SCI JANDOM (représentée par M. Mme JOUBIN) : 1/11ème
- (Relevé de propriété en annexe 5)

PEN CRA



Par arrêté préfectoral en date du 5 septembre 1974, un lotissement de 10 lots appartenant à Monsieur Jean-Pierre LE MÉVEL a été autorisé (annexe 7).

Par arrêté préfectoral du 9 avril 1976, le transfert du lotissement au nom de la Société Immobilière RENAUD a été accordé (annexe 7).

Dispositions du cahier des charges

Le cahier des charges du lotissement Pen Cra prévoyait notamment :

« La voie intérieure, avec dégagements, parkings, sentier piétonnier ont une superficie de 1 700 m² (ladite superficie de 1700 m² indivise entre les 10 lots, à raison d'une fraction de 1/10ème indivis par lot). »

Article 10 - Constitution d'une Association Syndicale :

« Il sera créé entre les acquéreurs des lots n° 1 à n° 10 inclus une Association Syndicale Libre dont chacun fera partie par le fait même de son acquisition d'un ou de plusieurs terrains. Cette association aura à sa charge tous travaux de surveillance, d'entretien collectif et de réparations nécessaires à la bonne conservation de la voie nouvelle et des annexes, ainsi que des ouvrages et canalisations. »

Un document produit par Monsieur AUZOUX, propriétaire au 5 Pen Cra, fait état d'une disposition complémentaire :

« La propriété des équipements communs sera rétrocédée à l'Association Syndicale, après exécution complète par les soins du lotisseur ou classée directement dans le domaine public communal dans les conditions de l'article R.315-7 du Code de l'Urbanisme. »

Il convient de préciser que cet article n'existe plus et concernait les lotissements inférieurs ou égaux à 5 lots, disposition donc inapplicable au lotissement Pen Cra.

Constat actuel

L'Association Syndicale Libre n'a jamais vu le jour. La Société Immobilière RENAUD est restée seule propriétaire des espaces communs et les emprises n'ont pas été régularisées (relevé de propriété en annexe 5)

Cette société a été dissoute le 15 mars 2008 ainsi que l'atteste l'extrait Kbis de la Société IMMOBILIÈRE RENAUD en date du 23 avril 2008 (annexe 2).

2.2) Le contenu du projet

2.2.1) Les caractéristiques parcellaires générales

Les deux lotissements objets de la présente enquête sont situés au nord de la RD 786, en zone urbaine de la commune.

IMPASSE SAINT-JEAN

Le lotissement Impasse Saint-Jean est situé à l'ouest de la zone urbaine. Ce lotissement est accessible au sud par la rue de Tréguier donnant sur l'avenue du Trégor. Un chemin piétonnier permet de rejoindre au nord le lotissement Parc Ker Ar Run.

Cette voirie est cadastrée section C n° 1528 d'une superficie de 1 098 m².

PEN CRA

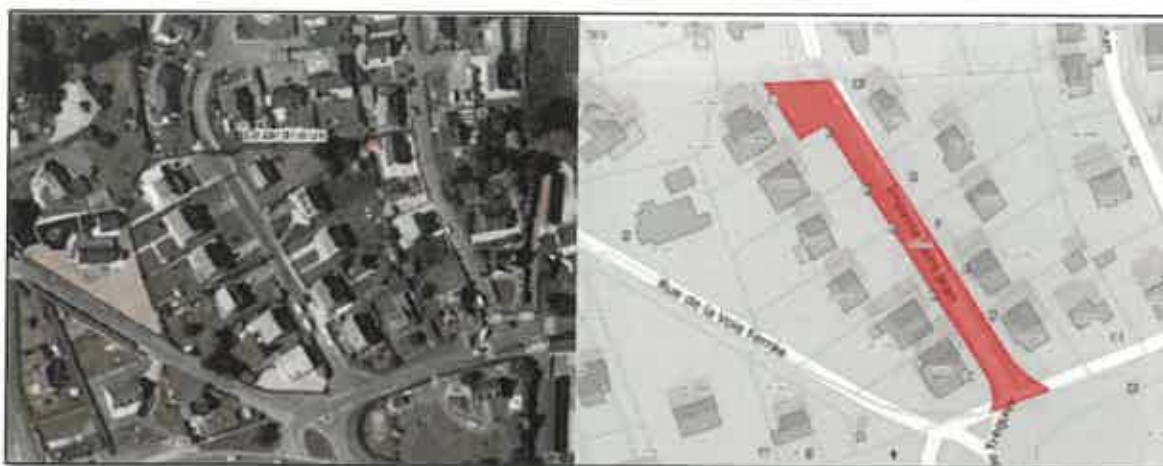
Le lotissement de Pen Cra est situé au nord-est de la zone urbaine. Ce lotissement est accessible au nord par la rue de Roch Briadis et au sud par un chemin piétonnier menant à la rue des Roitelets.

Cette voie est cadastrée section C n° 2677 d'une superficie de 1 609 m². La parcelle C n° 2678 d'une superficie de 210 m² correspond à l'accotement de la rue des Roitelets.

L'emprise totale concernée par cette enquête de transfert d'office représente donc une surface de 2 917 m².

2.2.2) Les propriétaires et riverains

IMPASSE SAINT-JEAN



L'état parcellaire du secteur fait apparaître les propriétaires de la parcelle et des riverains concernés par l'enquête.

Propriétaires

Parcelles	N° voirie	Propriétaire	Adresse
C 1528		SCI JANDOM (JOUBIN) 1/11 ^e	Lézardrieux
C 1528		LE QUEMENT Monique (usufruitière) Nu propriétaire : LE QUEMENT Hélène, Laurence, Pierre et Françoise 1/11 ^e	Lézardrieux Trégueux Lézardrieux Pessac 33 Etampes 91

Riverains

Parcelles	N° voirie	Propriétaires	Adresse
C 1527	1	RIOU Marie et REMOND Charles	Lézardrieux Occupants
C 1517	2	LE FLOCH-LE PELLEC Maryse	La Chapelle des Fougerets 35
C 1526	3	GUEDON Jean-Marc et Annie	Lézardrieux Occupants
C 1518	4	TOULLIC Gisèle et Tiphaine	Lézardrieux Occupants
C 1525	5	RIOU Yvy et Yvette	Lézardrieux Occupants
C 1519	6	TANGUY Geneviève	Lézardrieux Occupant
C 1524	7	SCI JANDOM (JOUBIN)	Lézardrieux Occupants
C 1520	8	WALTER Michel et Christiane	Lézardrieux Occupants
C 1523	9	LE QUEMENT Monique (usufruitière) Nu propriétaire : LE QUEMENT Hélène, Laurence, Pierre et Françoise	Lézardrieux Occupant Les nus (Trégueux, Lézardrieux, Pessac 33 et Etampes 91)
C 1521	10	CONAN Daniel et Soizic	Lanvollon/Plénée Jugon
C 1606	11	THOMAS Nicole THOMAS Florence THOMAS Olivier	Nicole Lézardrieux occupant Velizy 78/Aire-la- Ville

✚ PEN CRA



L'état parcellaire du secteur fait apparaître les propriétaires des deux parcelles (voie et accotement) et des riverains concernés par l'enquête.

Propriétaires

Parcelles	N° voirie	Propriétaire	Adresse
C 2677		SARL STE IMMOB RENAUD	Saint-Brieuc
C 2678		SARL STE IMMOB RENAUD	Saint-Brieuc

Riverains

Parcelles	N° voirie	Propriétaires	Adresse
C 2674	1	PREMEL-CABIC François et Dominique	Plounevez Lochrist
C 2704	2	CORFDIR Marion	Tréméven
C 2705	3	PORTRON Alain et ROBINOT Chantal	Lézardrieux Occupants
C 2706		PORTRON Alain et ROBINOT Chantal	Lézardrieux
C 2707	4	AUZOUX Christian et Danièle	Lézardrieux Occupants
C 2708	5	CHAUMARD André et Annie	Au 12
C 2709	6	ABRAHAM Dominique et Geneviève	Lézardrieux Occupants
C 2710	7	THOMAS Yves et Nicole	Paris 18
C 2711	8	GRANDIEU Patricia	Faulx 54
C 2712	10	MORICE François et Sandrine	Lézardrieux Occupants
C 2713	11	GIANNANTONI Pascal et PALLIER Béatrice	Yvias
C 2673	12	CHAUMARD André et Annie	Lézardrieux Entrée côté rue de Kerilis

Il convient de souligner que ces deux voies privées sont entretenues par la commune de Lézardrieux. Elles sont viabilisées et équipées des réseaux suivants : adduction d'eau potable, assainissement, réseau basse tension, éclairage public, réseau télécom.

2.2.3) Le descriptif technique des voies et équipements annexes

Ces voies et équipements ayant fait l'objet de procédures d'aménagement via permis de lotir, les programmes de travaux d'origine fournissent des éléments techniques précis. Ils sont repris ci-après en *italique*, suivis des constats effectués lors des visites sur site.

IMPASSE SAINT-JEAN

Programme de travaux initial

Voirie :

« 112,60 m sur 8 mètres de large se raccordant directement à la RD 786. Superficie totale 1 100 m² y compris rocade d'évolution.

Cette voie intérieure comportera une chaussée empierrée de 5 m et chacun des accotements d'une largeur de 1 m 50. Deux pans-coupés seront créés à l'intersection de la voie nouvelle et de la RN 786 (actuelle RD). À l'extrémité de la voie intérieure, une rocade d'évolution sera délimitée.

Les travaux de voirie comporteront les phases suivantes :

- Chaussée de 5 m de largeur avec épaisseur totale de 20 cm (couche de fondation en tout-venant de concassage 0/80 de 14 cm + couche de macadam 40/70 de 0,07 d'épaisseur)*
- Trottoirs limités par des bordures en granit et des caniveaux »*

Eau potable :

« Pose de canalisation en fonte EU standard de 60 mm et travaux de raccordement au réseau existant au lotissement communal de Saint-Jean. »

Assainissement : À l'origine individuel

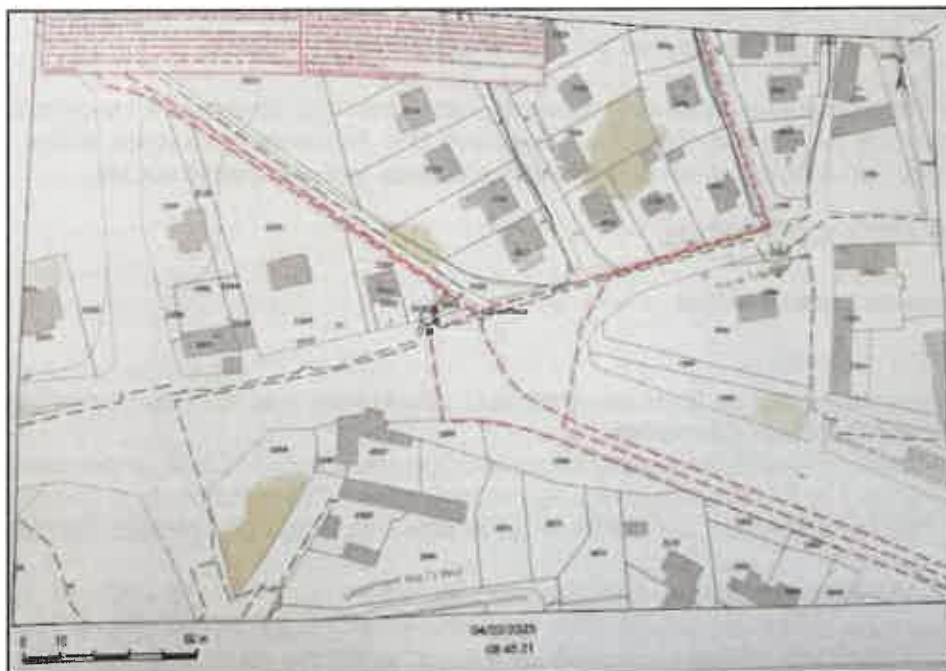
Eaux pluviales :

« Compte tenu du relief du terrain, évacuation des eaux pluviales de la voie nouvelle vers les fossés de la RN 786. »

Électricité basse tension :

« Électrification Basse Tension le long de la voie nouvelle et raccordement au réseau existant en accord avec les services d'EDF. »

Le réseau basse tension 230/400 V est en partie souterrain et en partie aérien. Le réseau HTA a été construit entre 1987 et 2008 (source ENEDIS, 4 février 2025).



Constats lors de ma visite du 22 septembre 2025

Signalisation et configuration générale

- Accès depuis la rue principale signalé par un panneau "Impasse / Voie sans issue" sur le trottoir droit et un panneau de rue
- Sur le trottoir gauche, présence d'un panneau "Cédez le passage"
- La voie forme une impasse desservant des habitations (n°1 à 11 côté impair et n°2 à 10 côté pair)
- Aire de retournement en extrémité donnant sur un talus surmonté d'une haie entretenue et d'arbre, avec passage piéton délimité par un rocher menant au lotissement Parc Ker ar Run.

Synthèse des réseaux constatés

Sur trottoir gauche (côté impair) :

- 9 bouches à clé d'eau potable
- 6 regards de branchement AEP
- 6 regards de branchement assainissement

Sur trottoir droit (côté pair) :

- 5 regards de branchement AEP
- 5 regards de branchement assainissement

Sur chaussée :

- 1 regard de réseau eaux pluviales (devant n°1)
- 1 regard de réseau assainissement
- 1 regard de réseau AEP

Réseaux aériens :

- 3 candélabres d'éclairage public sur poteaux EDF (répartis aux numéros 1, 5-7 et 9). Ce réseau d'éclairage public est répertorié dans le contrat d'entretien du Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor (SDE 22).
- 3 poteaux EDF
- 3 poteaux télécom

Des travaux sur le réseau d'eau potable ont été récemment nécessaires sur l'impasse Saint-Jean. C'est à cette occasion que LTC, gestionnaire du service, a constaté que le réseau du lotissement était de statut privé.

État général des aménagements

- **Trottoirs** : empierrés, bordures moulées, état satisfaisant, présence de végétation spontanée
- **Entrées de propriétés** : alternance d'entrées empierrées et cimentées, globalement en bon état
- **Voirie** : revêtement en état correct
- **Entretien** : nécessite un désherbage léger et vérification ponctuelle de l'écoulement des eaux pluviales

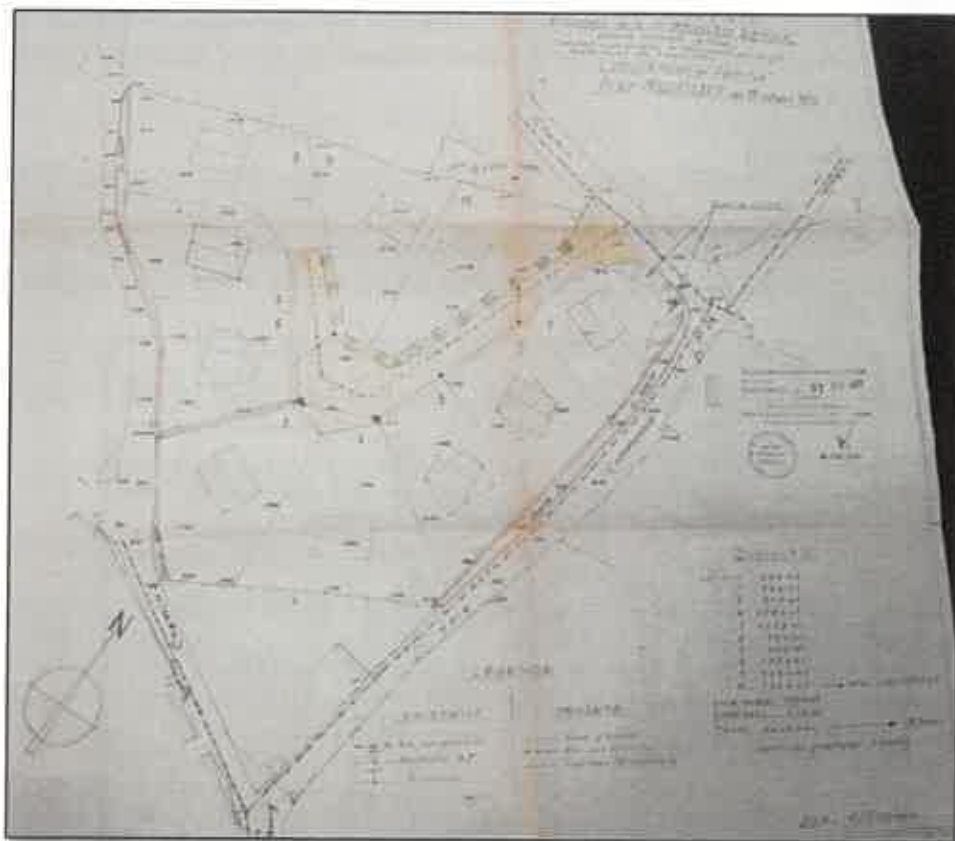
Stationnement

- Aucune place matérialisée au sol
- Le stationnement se fait librement sur la chaussée et ponctuellement sur le trottoir
- Aire de retournement en bout d'impasse permettant la manœuvre des véhicules légers





PEN CRA



Programme de travaux initial

Voirie :

« Le lotissement prévu en 10 lots sera desservi par la création d'une voie intérieure, avec parkings, dégagements et sentier piétonnier.

Cette voie intérieure aura une largeur de 9 mètres et comportera une chaussée empierrée et goudronnée de 5 mètres avec deux trottoirs dont l'un aura 2 mètres 50 destiné à être planté et l'autre de 1 mètre 50.

Les travaux de voirie comporteront les phases suivantes :

- Chaussée : terrassements, dressement de la plate-forme, empierrement (couche de fondation 0/100 de 0,15 avant cylindrage, couche de roulement 40/70 de 1,10 avant cylindrage)
- Trottoirs : bordures en béton avec demi-caniveau sur lit de béton maigre, empierrement sur 0,20 d'épaisseur
- Revêtement : cut-back et gravillons
- Le sentier piétonnier recevra une couche de pierres de 0,20 d'épaisseur avec cylindrage et sablage
- Le trottoir de 2,50 m destiné à être planté sera seulement empierré et sablé, non goudronné. Les plantations d'arbustes de belle venue seront effectuées à la phase finale avec espacement de 6 mètres. »

Eau potable :

« Travaux d'adduction d'eau sous pression à compter du réseau communal existant. »

Assainissement :

« En l'absence de réseau d'assainissement, système d'assainissement individuel prévu (fosses septiques ou fosses fixes étanches à vidange périodique). »

Eaux pluviales :

« En raison du relief, évacuation des eaux pluviales par les caniveaux de trottoirs et par un réseau partiel de canalisation de diamètre 0,300 aboutissant au fossé du chemin rural existant à l'ouest. »

Électricité basse tension :

« Réseau électrique établi en souterrain. L'éclairage public sera établi avec des candélabres bas appropriés au réseau souterrain. »

Le réseau basse tension 230/400 V a été construit en souterrain entre 2001 et 2002 (source ENEDIS, 2 mai 2025).

**Réseau télécom :**

« Des gaines seront placées dans le sous-sol de la voie pour permettre l'installation ultérieure du réseau téléphonique en souterrain. »

Constats lors de ma visite du 6 octobre 2025**Synthèse des réseaux constatés**

Les réseaux enterrés apparaissent plus difficiles à identifier. Je note 7 bouches à clé (AEP), deux chambres et 6 regards d'eaux pluviales. Le réseau BT est enterré.

Réseaux aériens :

- 6 candélabres d'éclairage public. Toutefois, contrairement à l'impasse Saint-Jean, ce réseau n'est pas répertorié dans le contrat d'entretien du SDE 22. Des travaux récents ont néanmoins été pris en charge par la commune.

État général des aménagements

- **Trottoirs** : alternance d'empierrement et de goudron, bordures moulées fortement dégradées, état satisfaisant, présence de végétation spontanée
- **Entrées de propriétés** : alternance d'entrées empierrées et cimentées, globalement en bon état
- **Voirie** : la voirie mesure 167 ml selon le dossier d'enquête et son revêtement est en état correct
- **Entretien** : nécessite un désherbage léger et vérification ponctuelle de l'écoulement des eaux pluviales

- **Chemin** : un chemin enherbé mène du lotissement à un escalier bétonné rejoignant la rue des Roitelets. Un des riverains a installé un panneau destiné à encourager le ramassage des déjections canines

Stationnement

- Aucune place matérialisée au sol
- Le stationnement se fait librement sur la chaussée et ponctuellement sur le trottoir
- Pas d'aire de retournement, mais la largeur de la voie permet la manœuvre des véhicules légers

La parcelle cadastrale C n° 2678 se trouve en bordure extérieure de la voirie du lotissement Pen Cra. Elle constitue l'accotement situé sur le côté droit de la rue des Roitelets, comprenant un trottoir engazonné ainsi qu'un talus. On y trouve une bouche d'incendie et un panneau routier indiquant une limitation de vitesse à 30 km/h, accompagné d'une restriction de poids à 3,5 tonnes (sauf pour les livraisons).





2.2.4) Les plans d'alignement

Le plan d'alignement est un document administratif et topographique qui détermine la limite entre la voie publique et les propriétés riveraines. Il fixe la ligne séparative du domaine public routier de la propriété privée.

Les parcelles visées par la procédure de transfert d'office proviennent de lotissements initialement bornés par un géomètre-expert, garantissant une délimitation parcellaire précise. Toutefois, l'altimétrie (niveaux exacts de terrain et de voirie) n'a probablement pas fait l'objet d'un plan de récolement lors de la réalisation des travaux.

Il est à noter que ces deux voies figurent déjà au tableau de voirie communale.



VC 44 (Impasse Saint-Jean) et VC 62 (Pen Cra)

2.3) Cadre juridique de l'enquête

Monsieur le Maire de Lézardrieux a prescrit l'ouverture de la présente enquête publique par arrêté n° 2025-0147 du 5 septembre 2025, conformément aux délibérations du Conseil Municipal en date du 13 février 2025 (transfert d'office de la parcelle C n° 1528 - Impasse Saint-Jean) et du 12 juin 2025 (transfert d'office des parcelles C n° 2677 et 2678 - Pen Cra). Cette enquête est conduite sur le fondement des dispositions suivantes :

Sur le fondement du Code de l'urbanisme

Article L.318-3 :

« La propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations et dans des zones d'activités ou commerciales peut, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale et réalisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'État dans le département, à la demande de la commune.

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique. »

Article R.318-10 :

« L'enquête prévue à l'article L.318-3 en vue du transfert dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique dans un ensemble d'habitations est ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Le maire ouvre cette enquête, après délibération du conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement : 1° La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé ; 2° Une note indiquant les caractéristiques techniques et l'état d'entretien de chaque voie ; 3° Un plan de situation ; 4° Un état parcellaire.

Avis du dépôt du dossier en mairie est notifié, conformément à l'article R.141-7 du code de la voirie routière, aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

L'enquête a lieu conformément aux dispositions des articles R.141-4, R.141-5 et R.141-7 à R.141-9 du code de la voirie routière. »

Sur le fondement du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA)

Article L.134-2 :

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration d'une décision administrative.

Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par l'administration compétente avant la prise de décision. »

Sur le fondement du Code de la voirie routière

Article L.141-3 :

« Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies. »

Article R.141-4 :

« L'enquête publique prévue au deuxième alinéa de l'article L.141-3 s'effectue dans les conditions fixées par la présente sous-section. Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations. La durée de l'enquête est fixée à quinze jours. »

Article R.141-5 :

« Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du maire est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé. »

Article R.141-7 :

« Une notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception lorsque leur domicile est connu ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics. »

Avis du dépôt du dossier en mairie est notifié, conformément à l'article R.141-7 du code de la voirie routière, aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

2.4) Désignation du Commissaire-Enquêteur

Par arrêté n° 2025-0147 en date du 5 septembre 2025, Monsieur le Maire de Lézardrieux m'a désigné, du fait de mon inscription sur la liste d'aptitude départementale arrêtée par le président du tribunal administratif de Rennes, en qualité de Commissaire-Enquêteur pour la présente procédure.

Observation : L'arrêté ne mentionne pas dans son article 2 la délibération n° 2025-06-72 dans le contenu du dossier d'enquête, ce qui constitue une erreur matérielle mineure.

2.5) Modalités de l'enquête

L'arrêté municipal susmentionné prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public routier communal des voies privées de l'Impasse Saint-Jean et de Pen Cra, au titre de l'article L.318-3 du code de l'urbanisme.

Cet arrêté détermine les modalités de l'enquête qui, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables, fixent notamment :

- La période et la durée de l'enquête publique ;
- Les lieux de consultation du dossier d'enquête ainsi que les supports de mise à disposition, incluant la voie électronique ;
- Les modalités permettant au public de formuler ses observations, propositions ou contre-propositions, par voie dématérialisée ou sur registre papier ;
- Les lieux, jours et heures de permanence du Commissaire-Enquêteur ;
- Les modalités de publicité légale préalable et d'information du public relatives à la tenue de l'enquête.

3 - DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

3.1) La publicité légale de l'enquête

Des affiches annonçant l'enquête publique ont été apposées sur l'ensemble des panneaux administratifs communaux habituels et ce pendant toute la durée de l'enquête (annexe 1).

Par ailleurs et conformément aux dispositions légales, la publicité a consisté également en l'apposition d'affiches au droit des voies des lotissements, objet du projet de transfert d'office, comme en attestent les photographies authentifiées présentes en annexe 1.

Ainsi, je peux attester, notamment au vu de mes visites sur les lieux, que le Maire de Lézardrieux a respecté les conditions réglementaires en matière de publicité de l'enquête.

Observation sur la notification aux propriétaires

L'avis de dépôt du dossier à la mairie n'a pas été notifié, selon les modalités prévues à l'article R.141-7 du code de la voirie routière, aux propriétaires privés des voies dont le transfert est envisagé.

Toutefois, il convient de relever que les riverains ne peuvent ignorer les démarches de la collectivité :

Pour l'Impasse Saint-Jean : Réunion publique du 28 janvier 2025 avec invitation distribuée dans les boîtes aux lettres mentionnant à l'ordre du jour la "Rétrocession de la voirie à la commune". Tous les propriétaires étaient présents ou excusés, à l'exception de Monsieur et Madame CONAN. Un compte-rendu a été diffusé avec demande d'accord, l'intégralité des retours étant positifs (annexe 3).

Pour Pen Cra : Dissolution de la société propriétaire (extrait Kbis annexé), courrier du 28 avril 2025 avec retours positifs (annexe 4) ainsi que plusieurs délibérations (4 juin 2008, 13 juin 2024, 15 mai 2025 (annexe 6) et 12 juin 2025) légalement publiées actant la volonté municipale d'intégrer ces voies dans le domaine public.

3.2) Les modalités pratiques

Appelée à être désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur par Monsieur le Maire de Lézardrieux, je suis entrée rapidement en contact avec la Commune pour définir une première rencontre, qui a eu lieu le 11 avril 2025.

Le dossier portait à l'origine uniquement sur l'Impasse Saint-Jean. À l'issue de cette première réunion avec l'Adjoint à l'Urbanisme et la secrétaire en charge du dossier, il a été décidé que la collectivité souhaitait adjoindre au dossier d'enquête une seconde voie : Pen Cra.

Une seconde rencontre a eu lieu le 12 septembre 2025 avec l'Adjoint à l'Urbanisme et le Secrétaire Général de Mairie afin de planifier les modalités de l'enquête publique. Des explications m'ont été apportées sur l'historique complexe du dossier.

En accord avec eux, ont été définies les modalités pratiques de l'enquête :

- Les conditions matérielles de sa tenue (la période, les dates et les lieux de consultation du dossier et des permanences du Commissaire-Enquêteur avaient été arrêtées préalablement par échange de mails) ;
- Les conditions réglementaires (procédure) de son déroulement (affichage sur les panneaux administratifs et sur le terrain, formalités de clôture et de transmission du dossier d'enquête, etc.) ;
- La composition du dossier d'enquête.

Il n'a pas été évoqué le principe de la tenue d'une réunion publique qui ne me paraissait pas nécessaire, eu égard à la portée et à l'emprise limitée du projet.

La salle mise à ma disposition pour les permanences a été la salle du Conseil Municipal accessible de la mairie ainsi que directement de l'extérieur (accès PMR) soit des conditions optimales d'accueil et si besoin de confidentialité des échanges.

3.3) L'étude du dossier - Demande de compléments

Après une première lecture et une étude aussi attentive que possible du dossier ainsi qu'une analyse des différentes pièces contenues en son sein, j'ai demandé à la Commune de compléter les éléments d'information mis à la disposition du public, notamment concernant :

- Les demandes de renseignements 3233 SD du service de la publicité foncière (à intégrer en intégralité dans le dossier)
- Les pièces complètes du permis de lotir concernant l'Impasse Saint-Jean (à me communiquer)
- Le descriptif technique détaillé des voiries concernées par le projet soumis à enquête publique (à corriger car comportant des erreurs matérielles).

Mes demandes de complétude n'ont été que partiellement satisfaites.

3.4) Visites des lieux

Postérieurement aux entretiens initiaux, j'ai effectué plusieurs visites des lieux, objet de l'enquête, les 12 septembre, 22 septembre et 6 octobre 2025, ce qui m'a permis d'avoir une approche globale et détaillée de ces derniers.

3.5) Permanences

Mes permanences ont été effectuées aux lieux, dates et heures prévus par l'arrêté de Monsieur le Maire de Lézardrieux, à savoir :

Date	Jour	Lieu	Heures
22 septembre 2025	Lundi	Mairie de Lézardrieux	9h00 à 12h00
6 octobre 2025	Lundi	Mairie de Lézardrieux	14h00 à 16h00

3.6) Contacts avec les riverains lors des visites de terrain

Lors de mes visites sur site les 12 septembre, 22 septembre et 6 octobre 2025, j'ai eu l'opportunité de rencontrer plusieurs riverains directement concernés par le projet de transfert.

À l'Impasse Saint-Jean :

J'ai rencontré deux couples résidant dans cette voie :

- Un couple de locataires, Monsieur et Madame PROD'HOME résidant au n°10
- Monsieur et Madame WALTER (n° 8)

Ces riverains ignoraient la tenue de l'enquête publique en cours, malgré l'affichage réglementaire effectué sur site et en mairie. Ce constat confirme la difficulté de toucher effectivement le public concerné, même lorsque les obligations légales de publicité sont respectées.

Aucune remarque particulière n'a été formulée concernant le projet lui-même lors de ces échanges informels.

À Pen Cra :

J'ai rencontré Monsieur AUZOUX, résident de cette voie, qui, contrairement aux riverains de l'Impasse Saint-Jean, était informé de la tenue de l'enquête publique.

3.7) Consultation, accès aux documents et dépôt d'observations

Le dossier d'enquête en version papier, ainsi que le registre à feuillets non mobiles paraphés par mes soins, ont été tenus à la disposition du public, tout au long de l'enquête, à l'accueil de la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Lézardrieux, soit :

- Les lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00
- Le jeudi de 8h30 à 12h00

Ainsi que lors des permanences du Commissaire-Enquêteur et sur le site internet : <https://www.mairie-lezardrieux.fr/>

Le public a pu formuler ses observations, propositions ou contre-propositions pendant toute la durée de l'enquête soit sur le registre, sur le courrier électronique de la Commune : urbanisme@lezardrieux.fr soit enfin par courrier postal adressé en mairie à l'attention du Commissaire-Enquêteur.

Le public pouvait donc consulter tous les documents de l'enquête tout au long de celle-ci.

L'enquête prescrite s'est déroulée sans aucun incident, du lundi 22 septembre 2025 au lundi 6 octobre 2025 inclus soit pendant une durée de 15 jours consécutifs.

Je tiens à ajouter que les services municipaux et les élus se sont tenus constamment à ma disposition et m'ont fourni tous documents ou informations utiles à l'enquête.

3.8) Examen du dossier d'enquête

Les documents suivants (version papier) ont été mis à la disposition du public, pendant toute la durée de l'enquête :

Au titre des pièces techniques :

- Une notice explicative (présentation des voies, recherches des propriétaires, bénéficiaire du projet, aménagements envisagés, contexte juridique, demande de renseignement) ;
- Un plan de situation (vue aérienne, fiches des parcelles concernées issues du Géoportail de l'urbanisme) ;
- Une nomenclature des voies et des équipements annexes ;
- Une note indiquant les caractéristiques techniques et l'état d'entretien de chaque voie ;
- Un état parcellaire ;
- Les plans d'alignement ;

Au titre des pièces administratives :

- Les délibérations du Conseil Municipal en date du 13 février 2025 (Impasse Saint-Jean) et du 12 juin 2025 (lotissement Pen Cra) ;
- L'arrêté du maire n° 2025-0147 (arrêté de nomination du Commissaire-Enquêteur et d'ouverture de l'enquête) ;
- Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés.

Avis sur le dossier (forme) :

Le dossier présente les pièces prévues aux articles L.318-3 et R.318-10 du code de l'urbanisme, avec toutefois les observations suivantes :

Points positifs :

La notice explicative présente dans un texte relativement clair les éléments de compréhension du projet soumis à l'enquête publique, notamment pour l'ensemble des propriétaires-riverains des lotissements Impasse Saint-Jean et Pen Cra intéressés au premier chef.

La nomenclature et le descriptif technique fournissent une information sur l'état général des voies concernées par le projet de transfert d'office.

Les plans cadastraux permettent d'identifier les emprises concernées.

Points d'amélioration :

L'absence de retour à ma demande de compléments ne permet pas de présenter une information pleinement complète au public, notamment concernant les recherches sur les propriétaires et les documents d'origine des lotissements.

Le plan de situation issu du Géoportail de l'urbanisme présente une lisibilité insuffisante.

Une erreur matérielle figure en page 17 de la note technique.

Le dossier contient uniquement le bordereau de réponse de la publicité foncière, sans les documents annexes précisant les propriétaires des parcelles visées par l'enquête publique, ce qui ne permet pas une information complète sur la propriété foncière.

3.9) Recueil du registre et des documents, décompte des observations

J'ai clos le registre déposé dans les locaux de la mairie de Lézardrieux, le lundi 6 octobre 2025 à 16h00.

L'enquête publique a donné les résultats suivants :

- **aucune** personne ne s'est présentée à mes permanences, pour s'informer sur la procédure et le contenu du dossier, et formuler des observations orales ;
- **aucune** observation écrite n'ont été consignées sur le registre d'enquête ;
- **aucun** courrier postal ou électronique n'a été reçu.

4 - ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

4.1) Considérations générales

Aucune observation écrite ou électronique n'a été consignée sur le registre d'enquête ni transmise par courrier ou courriel pendant la durée légale de l'enquête publique.

De même, aucune observation orale n'a été formulée lors des permanences tenues par le Commissaire-Enquêteur.

Toutes les pièces du dossier ont été mises à la disposition du public dans les conditions prévues par l'arrêté d'ouverture d'enquête, et aucune difficulté d'accès ou de consultation n'a été constatée.

En conséquence, aucune observation n'a été communiquée à la Commune, et aucune réponse du maître d'ouvrage n'était requise.

4.2) Contacts avec les riverains lors des visites de terrain

Lors de mes visites sur site les 12 septembre, 22 septembre et 6 octobre 2025, j'ai eu l'opportunité de rencontrer plusieurs riverains directement concernés par le projet de transfert.

À l'Impasse Saint-Jean :

J'ai rencontré deux couples résidant dans cette voie : Monsieur et Madame PROD'HOME et Monsieur et Madame WALTER.

Aucune remarque particulière n'a été formulée concernant le projet lui-même lors de ces échanges informels.

À Pen Cra :

J'ai rencontré Monsieur AUZOUX, résident de cette voie, informé de l'enquête publique.

Observations recueillies :

Monsieur AUZOUX m'a confirmé son attente favorable à la réalisation de ce transfert et a formulé plusieurs demandes spécifiques concernant l'aménagement et la gestion future de la voie :

1. Signalisation : Demande de pose d'un panneau de "voie sans issue" (ou "impasse") à l'entrée de Pen Cra
2. Entretien des trottoirs : Demande que la commune adresse des courriers aux riverains leur rappelant leur obligation d'entretenir le trottoir au droit de leur propriété
3. Réfection de bordures : Demande de réfection des bordures cassées au droit du terrain cadastré section C n°2708, Monsieur AUZOUX ayant relaté qu'un véhicule avait endommagé ses pneumatiques en effectuant une manœuvre sur ces bordures dégradées

4.3) Analyse du Commissaire-Enquêteur

Ces observations, bien que formulées en dehors du registre d'enquête, méritent d'être portées à la connaissance de la commune car elles concernent directement la gestion future des voies une fois le transfert effectué.

Elles illustrent par ailleurs l'intérêt des riverains pour une prise en charge effective par la collectivité, confirmant la légitimité du projet de transfert.

Ces demandes, relevant de la gestion courante du domaine public routier, pourront être examinées par les services techniques dans le cadre de la programmation des travaux d'aménagement et d'entretien consécutifs au transfert.

Le constat d'une méconnaissance de l'enquête par certains riverains, malgré le respect des obligations réglementaires de publicité, souligne la nécessité d'une information complémentaire des résidents lors de la mise en œuvre effective du transfert.

4.4) Réponse du maître d'ouvrage

Sans objet, en l'absence d'observations formelles.

Fait à PLOURHAN, le 12 octobre 2025

Le Commissaire-Enquêteur

Valérie LABROSSE

PARTIE N°2 - AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

5 - CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS

5.1) La participation du public

L'enquête publique, d'une durée de 15 jours consécutifs, s'est déroulée du 22 septembre au 6 octobre 2025, dans les conditions fixées par l'arrêté de Monsieur le Maire de Lézardrieux en date du 5 septembre 2025.

Le dossier a été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, en mairie de Lézardrieux, où les permanences ont été tenues selon le calendrier annoncé.

L'affichage réglementaire a été effectué en mairie et sur les lieux du projet (Impasse Saint-Jean et Pen Cra). La publication a été assurée sur le site internet communal.

Aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête, ni transmise par voie électronique ou postale.

Aucune remarque n'a été formulée oralement lors des permanences.

La participation du public peut donc être qualifiée de nulle, ce qui semble traduire l'absence de contestation du projet et une bonne compréhension de son objet par les riverains concernés, notamment au vu de la concertation préalable menée par la commune.

5.2) Conclusions motivées et avis du Commissaire-Enquêteur

Après avoir pris connaissance du projet de transfert d'office dans le domaine public routier communal des voies privées des lotissements Impasse Saint-Jean et Pen Cra, situés sur le territoire de la commune de Lézardrieux (22740) ;

Vu, les délibérations successives du Conseil Municipal de Lézardrieux lançant la procédure de transfert d'office desdites voies et prescrivant la tenue d'une enquête publique ;

Vu, l'arrêté en date du 5 septembre 2025 de Monsieur le Maire de Lézardrieux, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de transfert d'office dans le domaine public routier communal des voies privées cadastrées section C n° 1528 (Impasse Saint-Jean), C n° 2677 et C n° 2678 (Pen Cra) ;

Vu, l'absence d'observations écrites ou orales consignées par le public durant l'enquête ;

Vu, les éléments d'information apportés par la Commune au public et au Commissaire-Enquêteur, concernant l'historique des lotissements, la situation juridique des voies et le statut juridique de ces dernières ;

Vu, le fait que l'enquête s'est déroulée en période appropriée, et que les publications de l'avis d'enquête sur les lieux d'affichage municipaux habituels, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet et sur le site internet de la Mairie, ont permis la plus grande information possible du public ;

Vu, le contenu du dossier soumis à l'enquête publique, les informations orales, visuelles ou écrites complémentaires recueillies antérieurement, au cours ou postérieurement à la tenue de l'enquête par le Commissaire-Enquêteur, y compris lors d'entretiens ou de visites, notamment auprès des élus et services municipaux de Lézardrieux ;

Après examen attentif du dossier, des pièces réglementaires, et des éléments fournis par la commune ;

Après avoir procédé à plusieurs visites de terrain les 12 septembre, 22 septembre et 6 octobre 2025 et à des échanges avec les services municipaux ;

Le Commissaire-Enquêteur relève que :

Sur le caractère juridique des voies :

- Le caractère privé des voies de desserte des lotissements Impasse Saint-Jean et Pen Cra, situés sur le territoire de la commune de Lézardrieux (22740), cadastrées section C n° 1528, C n° 2677 et C n° 2678, ne saurait être contesté

- Elles sont ouvertes à la circulation publique depuis leur création et desservent des ensembles d'habitations
- Les Associations Syndicales Libres prévues dans les cahiers des charges des lotissements n'ont jamais été constituées
- L'entretien des voies est assuré de longue date par la commune, traduisant un usage public effectif
- Pour l'Impasse Saint-Jean : seuls 2/11èmes des propriétaires sont identifiés, les 9/11èmes restants étant non identifiables
- Pour Pen Cra : la dissolution de la Société Immobilière RENAUD le 15 mars 2008 rend impossible tout transfert amiable

Sur l'intérêt du projet :

- Le projet vise à régulariser une situation de fait ancienne (lotissements de 1963 et 1974)
- Il permettra de clarifier la domanialité et les responsabilités en matière d'entretien
- Il garantira la continuité de l'entretien des équipements publics présents (AEP, assainissement, éclairage public, réseaux télécom)
- Il n'entraîne aucune incidence négative pour les propriétaires riverains
- Les riverains ont manifesté leur accord lors de la réunion publique du 28 janvier 2025 pour l'Impasse Saint-Jean
- Ces voies figurent déjà au tableau de voirie communale (VC 44 et VC 62)

Sur les aspects formels :

- Le dossier présente les pièces prévues aux articles L.318-3 et R.318-10 du code de l'urbanisme
- La notice explicative, les plans et le descriptif technique permettent une bonne compréhension du projet
- L'absence de notification individuelle aux propriétaires identifiés (article R.318-10) constitue une irrégularité formelle mineure, compte tenu :
 - De la concertation préalable menée pour l'Impasse Saint-Jean (réunion du 28 janvier 2025 avec retour d'accord de tous les riverains)
 - Des délibérations successives du Conseil Municipal légalement publiées depuis 2008 pour Pen Cra
 - De l'affichage réglementaire sur site pendant toute la durée de l'enquête

Sur la procédure :

- La procédure de transfert d'office est la seule procédure applicable au regard de l'impossibilité d'identifier tous les propriétaires (Impasse Saint-Jean) et de la dissolution de la société propriétaire (Pen Cra)
- L'enquête s'est déroulée dans le respect des dispositions réglementaires
- Les permanences se sont tenues dans d'excellentes conditions d'organisation

Le Commissaire-Enquêteur relève par ailleurs que les visites de terrain ont permis de recueillir des observations constructives de la part des riverains, notamment à Pen Cra, concernant des améliorations d'aménagement et de gestion future de ces voies (signalisation, entretien, sécurité).

Ces observations, qui n'ont pas été formalisées sur le registre d'enquête, témoignent néanmoins de l'intérêt des résidents pour une gestion effective et de qualité de ces voies par la collectivité publique, confortant ainsi la pertinence du projet de transfert.

En conséquence, le Commissaire-Enquêteur estime que le projet de transfert d'office dans le domaine public routier communal des voies privées des lotissements Impasse Saint-Jean et Pen Cra est :

- Justifié au regard de la situation juridique complexe des voies
- D'intérêt communal pour assurer la continuité du service public
- Sans incidence négative pour les riverains
- Ne suscitant aucune opposition du public

AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

Au vu de l'ensemble des éléments recueillis, le Commissaire-Enquêteur émet un :

AVIS FAVORABLE

au projet de transfert d'office dans le domaine public routier communal des voies privées des lotissements :

- **Impasse Saint-Jean** : parcelle cadastrée section C n° 1528, d'une superficie de 1 098 m²
- **Pen Cra** : parcelles cadastrées section C n° 2677 (1 609 m²) et C n° 2678 (210 m²)

Soit une superficie totale de **2 917 m²**, situées sur le territoire de la commune de Lézardrieux (22740).

RECOMMANDATIONS

Bien qu'aucune réserve ne soit émise, le Commissaire-Enquêteur recommande que :

1°- La notification individuelle du dépôt du dossier soit systématiquement assurée aux propriétaires concernés lors de futures procédures analogues, conformément à l'article R.318-10 du code de l'urbanisme ;

2°- La mise à jour cadastrale et domaniale soit suivie dans les meilleurs délais après la décision de transfert ;

3°- L'information des riverains soit maintenue sur les modalités de gestion future de ces voies désormais intégrées au domaine public communal ;

4°- Une attention particulière soit portée aux demandes d'amélioration formulées par les riverains lors des visites de terrain du Commissaire-Enquêteur, notamment :

- La pose d'une signalisation appropriée (panneau de voie sans issue)
- Le rappel aux riverains de leurs obligations réglementaires d'entretien des trottoirs au droit de leur propriété
- L'examen et la réfection éventuelle des bordures dégradées présentant un danger pour la circulation

Ces aménagements, de coût limité, contribueraient à l'amélioration de la sécurité et du cadre de vie dans ces voies nouvellement intégrées au domaine public communal.

Fait à Lézardrieux, le 20 octobre 2025

Le Commissaire-Enquêteur

Valérie LABROSSE

PARTIE N°3 - ANNEXES

LISTE DES ANNEXES JOINTES

ANNEXE N°1 : PREUVES D'AFFICHAGE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

ANNEXE N°2 : DOCUMENTS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE RENAUD

ANNEXE N°3 : DOCUMENTS RELATIFS À L'IMPASSE SAINT-JEAN

ANNEXE N°4 : DOCUMENTS RELATIFS À PEN CRA

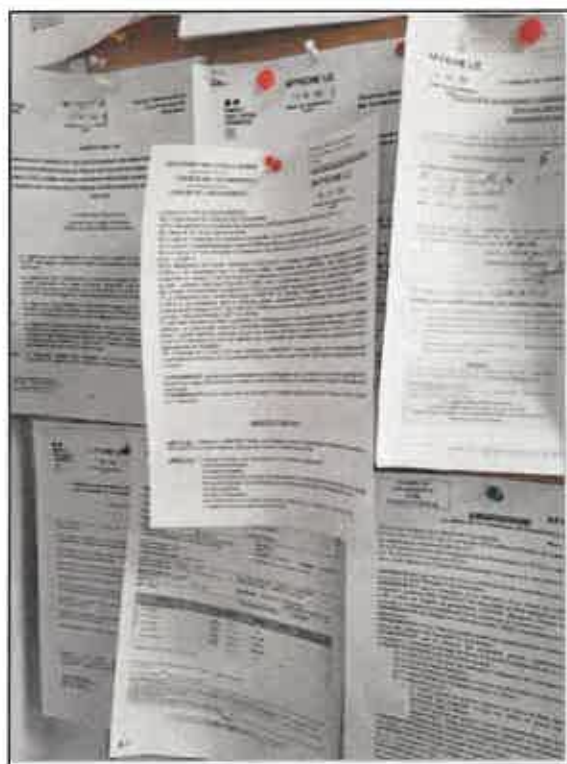
ANNEXE N°5 : RECHERCHES FONCIÈRES - SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

ANNEXE N°6 : DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

ANNEXE N°7 : DOCUMENTS HISTORIQUES DES LOTISSEMENTS

ANNEXE N°1 : PREUVES D’AFFICHAGE DE L’ENQUÊTE PUBLIQUE

- Photographie du panneau d'affichage de la mairie de Lézardrieux



- [Accueil](#)
[Mairie en ligne](#)
[Vie quotidienne](#)
[Vie associative](#)
[Jeunesse - Loisirs](#)
[Activités Nautiques](#)
[Tourisme](#)
[Histoire-Patrimoine](#)

Taille du texte : [Augmenter](#) [Diminuer](#) [Par défaut](#)

Rechercher :

Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Vie quotidienne](#) > [Actualités](#)

Vous partez avec :

Actualités

Accès rapide

 - [Toutes les actualités](#)
 - [Agenda](#)
 - [Présentation](#)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE OBJET : TRANSPORT D'OFFICE ET CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA VORSE DU LOTISSEMENT PEN ORA ET DE L'IMPASSE SAINT JEAN L'exploite se déroulera du 22 septembre au 05 octobre 2021.

Le 22 septembre 2021

Infos La Télégramme

« Plus tard le soir et l'après-midi » - les habitants pour connaître les décisions et les avis.

Le conseil municipal de la commune de Lézardrieux se réunira le 22 septembre 2021 à 19h00.
- Taille du texte : [Augmenter](#) [Diminuer](#) [Par défaut](#)

Rechercher :
- Vous êtes ici :** [Accueil](#) > [Vie quotidienne](#) > [Actualités](#) > [Actualités diverses](#) > [Avis](#)

Site de la Mairie

 - [Présentation de la commune](#)
 - [Vie quotidienne](#)
 - [Actualités](#)
 - [Actualités et blog](#)
 - [Tourisme](#)
 - [Histoire et patrimoine de la commune](#)
 - [Histoire photos](#)

Avis d'enquête publique

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

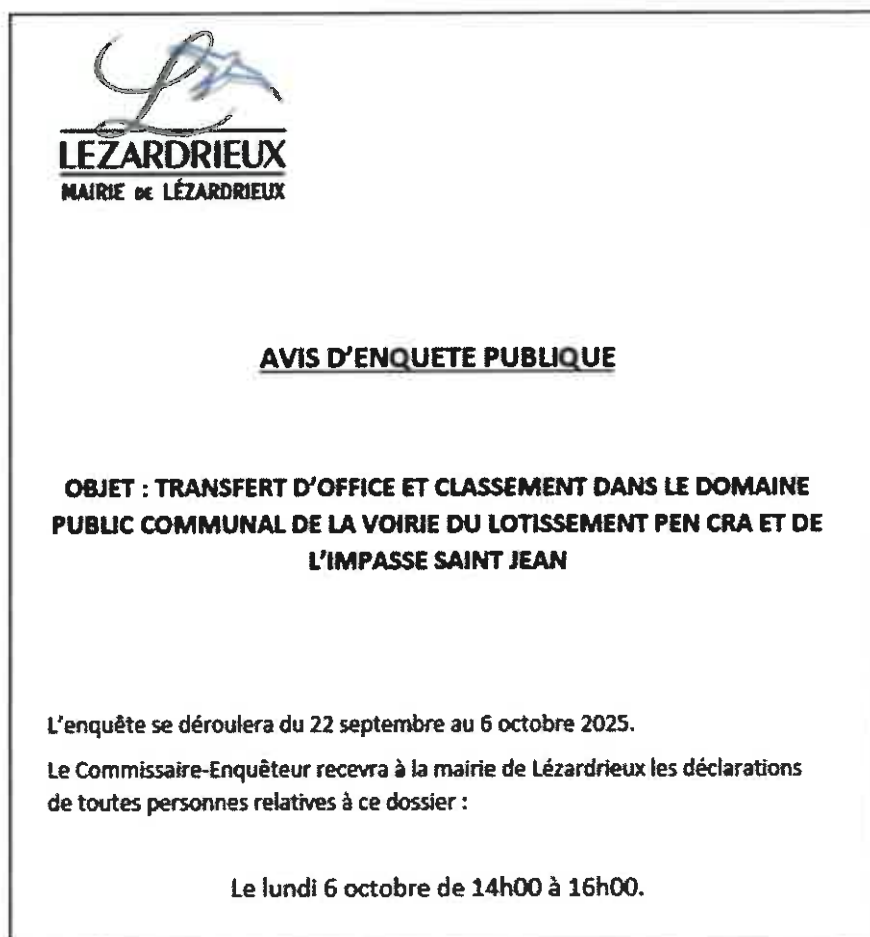
OBJET : TRANSPORT D'OFFICE ET CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA VORSE DU LOTISSEMENT PEN ORA ET DE L'IMPASSE SAINT JEAN

L'exploite se déroulera du 22 septembre au 05 octobre 2021.

Le Commissaire Enquêteur se réunira le 22 septembre 2021 à 19h00.

Le 22 septembre 2021

- Capture d'écran du compte facebook de la mairie (publié le 22 septembre 2025 à 12h37)



- Photographies de l'affichage sur les voies objets de l'enquête publique :



- **Certificat d'affichage :**



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Monsieur le Maire de LÉZARDRIEUX, Henri PARANTHOËN, atteste que l'avis d'enquête publique, concernant le transfert d'office des voiries du lotissement de PEN CRA et de l'impasse Saint-Jean, a été affiché en mairie et sur les lieux concernés le temps de l'enquête, du 22 septembre 2025 au 06 octobre 2025.

Lézardrieux,
Le 09 OCT. 2025

Yanick ANDRE
Adjoint à l'urbanisme



ANNEXE N°2 : DOCUMENTS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE RENAUD

- Extrait Kbis de la Société Immobilière RENAUD attestant de sa dissolution le 15 mars 2008

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ST BRIEUC (22003)
2 BOULEVARD SEVERNE - BP 2114 - 22021 SAINT BRIEUC CEDEX 1

Préto N° 1 / 2

Extrait Kbis

IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
Extrait du 23 Avril 2008

IDENTIFICATION

Dénomination sociale : STE IMMOBILIÈRE RENAUD
Numéro d'identification : R.C.S. SAINT BRIEUC 497 080 010 - N° de Gestion 70 B 1
Date d'immatriculation : 17 Janvier 1970

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA PERSONNE MORALE

Forme juridique : Société à responsabilité limitée
Capital : 147 500,00 EUR (dnc)
Adresse du siège : 63, avenue du Tertre Notre Dame - 22000 Saint-Brieuc
Durée de la société : 99 ans du 17 Janvier 1970 au 16 Janvier 2069
Date de clôture de l'exercice : 31 Octobre
Date de facts au profil : 13 Décembre 1968
Journal d'annonces légales : LE PETIT BLEU DES CÔTES-D'OR - 13 Décembre 1968

ADMINISTRATION

Liquidateur : Monsieur RENAUD Roger
N°02 N° 63 PM 1836 à 22 PLEIN, de nationalité FRANÇAISE
demeurant 63, av. du Tertre Notre Dame - SAINT BRIEUC - 22000 SAINT BRIEUC

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

Origine de l'établissement ou de l'établissement : ORIENTATION APPOINT
Activité : La même que l'objet social
Adresse : 63, avenue du Tertre Notre Dame - 22000 Saint-Brieuc
Date de début d'exploitation : 17 Janvier 1970
Jur. des septs du R.D.D.A.C.C. : 10 Juillet 1994 - N°1268
Propriétaire exploitant : RENAUD ROGER
Mode d'exploitation : EXPLOITATION DIRECTE

ARRÊTÉS

18 Novembre 1968 - N°6-2950 NOUVELLE DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE SOCIAL 31 DÉCEMBRE À COMPTER DU 07/11/68

22 Janvier 1992 - N°2-2458 NOMINATION DE MR J.P. RENAUD EN QUALITÉ DE GERANT EN REMPLACEMENT DE MME L. RENAUD (DÉCÉDÉE). TRANSFERT DU SIÈGE ET DE LIÈTS - NOUVELLE ADRESSE : 1 AVENUE DU TERTRE NOTRE DAME - 22000 SAINT BRIEUC ANCIENNE ADRESSE : 75 AVENUE DU TERTRE NOTRE DAME - 22000 SAINT BRIEUC À COMPTER DU : 11.08.1992

09 Mai 1994 - N°1-1485 TRANSFERT DU SIÈGE ET DE LIÈTS PRINCIPAL DE 1, AVENUE DU TERTRE NOTRE DAME 22000 SAINT BRIEUC À 63, AVENUE DU TERTRE NOTRE DAME 22000 SAINT BRIEUC NOMINATION DE MR RENAUD ROGER EN QUALITÉ DE GERANT EN REMPLACEMENT DE MR RENAUD J.P. DÉMISSIONNAIRE À COMPTER DU 31/03/94

07 Décembre 2000 - N°2-3785 RÉDUCTION DU CAPITAL PORTE DE 1 475 000 FRS À 730 000 FRS.
Date d'effet : 13 Novembre 2000

03 Avril 2001 - N°2-1139 FUSION ABSORPTION : APPROBATION DU PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION DE LA SOCIÉTÉ CARRIÈRES DE BRETAGNE DONT LE SIÈGE SOCIAL EST À SAINT BRIEUC 22000, 63 AVENUE DU TERTRE NOTRE DAME, RCS ST BRIEUC 495 495 035. AUGMENTATION DU CAPITAL PORTE DE 730 000 FRS À 1 480 000 FRS RÉDUCTION DU CAPITAL PORTE DE 1 480 000 FRS À 966 700 FRS. AUGMENTATION DU CAPITAL PORTE DE 966 700 FRS À 967 536,38 FRS. PLUS CONVERSION DU CAPITAL EN EUROS SOIT 147 500 EUROS MODIFICATION DE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE SOCIAL : NOUVELLE DATE : 31.10 ANCIENNE DATE : 31.12
Date d'effet : 29 Décembre 2000

17 Avril 2008 - N°1-1952 Dissolution amiable de la société à compter du 15/03/2008
Liquidateur : M. RENAUD Roger
Le siège de la liquidation est fixé à SAINT BRIEUC (22000) 63 AVENUE DU TERTRE NOTRE DAME.

L ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ITÉRIÉUR PAPER TRAMÉ

EXTRAIT (SUITE) 23/04/2008 Folio N° 2 / 1
R.C.S. SAINT BRIEUC 497 080 010 - N° de Gestion 70 B 1

FIN DE L'EXTRAIT COMPRENANT 2 PAGE(S)

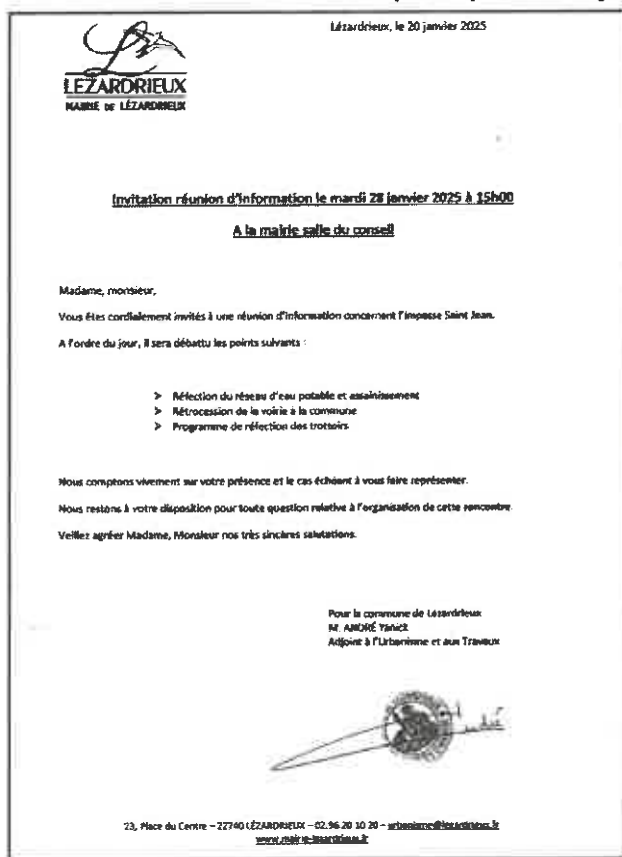
TOUTE MODIFICATION OU FALSIFICATION DU PRÉSENT EXTRAIT EXPOSE À DES POURSUITES PÉNALES. SEUL LE GREFFIER EST LÉGALEMENT HABILITÉ À DELIVRER DES EXTRAITS SIGNÉS EN ORIGINAL. TOUTE REPRODUCTION DU PRÉSENT EXTRAIT, MÊME CERTIFIÉE CONFORME, EST SANS VALEUR.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME ET DELIVRÉ LE 23/04/2008
LE GREFFIER :

ANNEXE N°3 : DOCUMENTS RELATIFS À L'IMPASSE SAINT-JEAN

5.1 - Concertation avec les riverains :

- Invitation à la réunion publique du 28 janvier 2025



- Feuille d'émargement de la réunion

REUNION D'INFORMATION DU MARDI 28 JANVIER 2025 A 15H00 - SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

NOM	Prénoms	Fonction	SIGNATURE
PARANTHOEN	Nicolas	Le Maire	
ANDRE	Yanick	Adjoint au Maire	
BULLLOUX	Molly	Urbanisme	
La Pollec	Thierry		
LE QUENEC	Laurence		
ALUMIN	Pauline		
Thomès	Paul	1er adjoint	
WILLOR	Christine	maire adjointe	
GUEDON	Toussaint	1er adjoint	
LEHART	Alain	chargé d'équipement LTC	

- **Compte-rendu de la réunion publique du 28 janvier 2025**

Compte rendu de la réunion de quartier, impasse saint Jean.

Présents : Voir liste élargement

Excusés : M. JOUBIN N° 7, Mme TOULLIC, Mme RIOU

Situation réseau eau potable :

Intervention de M. Alexis LEMORT du bureau d'études de LTC (Lannion Trégor Communauté).

M. Alexis LEMORT confirme que le remplacement du réseau d'eau potable est impératif. Il date des années « 60 » et les signes de faiblesse sont évidents et pour exemple les multiples tracas chez Mme THOMAS pour réparer des fuites de réseau. A l'unanimité les propriétaires présents donnent leur accord pour les travaux envisagés. M. LEMORT indique également que le réseau d'assainissement a été inspecté et qu'il est plutôt en bon état et ne nécessitera pas de gros travaux.

Les compteurs sont actuellement à l'intérieur des maisons, ils seront positionnés à l'extérieur sur le domaine public suite aux travaux.

Il est clairement exposé que le réseau sera remplacé jusqu'à l'arrivée dans les maisons. Ces travaux sont entièrement pris en charge par LTC et il n'y aura aucun impact financier pour les propriétaires.

En termes de calendrier les travaux pourraient être programmés pour le deuxième trimestre 2025.

Situation rétrocession de voirie :

M. ANDRÉ expose le contexte de l'impasse Saint Jean. Sur le fond il indique que chaque propriétaire devrait être propriétaire de la voirie au 1/11^{ème}. Hors les dernières ventes de propriétés ne font pas état de cette disposition. Il apparaît également que la voirie indique sur le cadastre le nom de M. et Mme LE Bihan aujourd'hui décédés. Il n'y a donc plus aucune cohérence et les données du cadastre se trouvent erronées. Nous sommes face à un vide juridique, il n'existe plus de syndic ni de représentants des propriétaires.

Il convient de remédier à cette situation et la meilleure solution pour y parvenir est de procéder à une rétrocession d'office de voirie. Nous sommes assistés dans les démarches par le service « Droit des sols » du Centre de Gestion 22 à PLERIN. La procédure se fera par le biais d'un protocole et d'une enquête publique.

La municipalité a souhaité l'organisation de cette réunion afin de bien informer les propriétaires sur les tenants et les aboutissants de cette rétrocession de voirie.

Débats et questions :

Il est posé la question de savoir si l'impasse Saint Jean restera une impasse. L'ensemble des riverains le souhaite. Il n'y a pas d'impératif afin que cette voie soit ouverte vers le lotissement Parc KER AR RUN. La question a été posée au service de secours et incendie de Lézardrieux qui confirme qu'il n'existe aucune contrainte. La voie restera donc une impasse et il sera proposé de le consigner dans l'acte de cession.

Conclusion :

Il est décidé que tous les propriétaires seront destinataires d'un courrier les invitant à donner leur accord pour l'opération de cession envisagée.

Fait à Lézardrieux le 29 janvier 2025



5.2 - Accords des riverains :

- Courrier de sollicitation d'accord du 29 janvier 2025

IMPASSE SAINT-JEAN

Parcelles	N°	Propriétaire	Adresse	28/01/2025	Accord
C 1527	1	RIOU Marie et REMOND Charles	Lézardrieux Occupants	Présent	Accord
C 1517	2	LE FLOCH-LE PELLEC Maryse	La Chapelle des Fougerets 35	Présent	Accord
C 1526	3	GUEDON Jean-Marc et Annie	Lézardrieux Occupants	Présent	Accord
C 1518	4	TOULLIC Gisèle et Tiphaine	Lézardrieux occupants	Excusé	MAUPAS Accord
C 1525	5	RIOU Yvy et Yvette	Lézardrieux Occupants	Excusé	Accord
C 1519	6	TANGUY Geneviève	Lézardrieux Occupant	Présent	Accord
C 1524	7	SCI JANDOM (JOUBIN)	Lézardrieux Occupants	Excusé	Accord
C 1520	8	WALTER Michel et Christiane	Lézardrieux Occupants	Présent	Accord
C 1523	9	LE QUEMENT Monique (usufruitière) Nu propriétaire : LE QUEMENT Hélène, Laurence, Pierre et Françoise	Lézardrieux Occupant Les nus (Trégueux, Lézardrieux, Pessac 22 et Etampes 91)	Présent	Accord Monique
C 1521	10	CONAN Daniel et Soizic	Lanvollon/Plénée Jugon		Accord
C 1606	11	THOMAS Nicole THOMAS Florence THOMAS Olivier	Nicole Lézardrieux occupant Velizy 78/aire la ville	Présent	Accord Nicole



Lézardrieux, le 29 janvier 2025

Monsieur l'Adjoint à l'urbanisme

à

Riverains impasse Saint-Jean

Réf : 2025 -- 0066 YA-NG

Objet : rétrocession voirie

Madame, Monsieur,

MAIRIE DE LÉZARDRIEUX
COMMUNE DE LÉZARDRIEUX

LE 04 FEV 2025

La date 2025-02-04

Suite à notre réunion du mardi 28 janvier 2025 concernant la rétrocession de la voirie de l'impasse Saint-Jean.

Merci de confirmer votre accord ou non pour que cette voirie devienne communale et que nous puissions entreprendre les travaux de rénovation du réseau d'eau potable et de l'assainissement.

Vous en remerciant par avance.

L'Adjoint à l'Urbanisme,
Yanick ANDRÉ



- Retours d'accord des riverains (11 propriétés concernées)

Nom : REMOND Prénom : Mougeux
Adresse : 1 Impasse Saint Jean


Accord pour la rétrocession :


Oui ☒


Non ☐

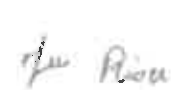
Signature :

Mougeux

Nom : LE PELLEC Prénom : Maryse
 Adresse : 2 Impasse St Jean
 Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐
 Signature : 


Nom : Mouine et Nadawa Gadi Prénom : Jean-Marc
 Adresse : 5 Impasse St Jean 22340 Lezardrieu
 Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐
 Signature : 

Nom : MARYSE Prénom : Tiphaine
 Adresse : 4 Impasse St Jean
 Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐
 Signature : 

Nom : Riou Prénom : YVETTE
 Adresse : 5 Impasse St Jean 22340 Lezardrieu
 Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐
 Signature : 


Nom : LE TANGUY Prénom : Genevieve
 Adresse : 6, Impasse Saint Jean LEARDRIEU

Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐

Signature :  03/02/2015
 Veuillez excuser mon retard & vous remercier.


Nom : WALTER Prénom : Michel et Christiane
 Adresse : 8, Impasse Saint Jean

Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐

Signature : 

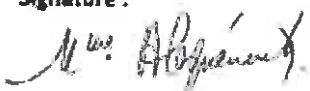
Nom : JAUBIN (SEI JONDART) Prénom : Jean
 Adresse : 7, Impasse Saint Jean

Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐

Signature : 


Nom : Le Curnegat Prénom : Monique
 Adresse : 9, Impasse Saint Jean

Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐

Signature : 


Nom : CONAN Prénom : DANIEL
 Adresse : PICARDIE LANVOLLEN

Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐

Signature : 

Nom : THOMAS Prénom : Nicolas
 Adresse : 44 Tréport Seine LEPARDRIEUX

Accord pour la rétrocession :
 Oui ☒ Non ☐

Signature : 

ANNEXE N°4 : DOCUMENTS RELATIFS À PEN CRA

6.1 - Concertation avec les riverains :

PEN CRA acceptation riverains

Parcelles	N° voirie	Propriétaire	Adresse	Accord
C 2674	1	PREMEL-CABIC François et Dominique	Plounevez Lochrist	Accord LE MANCHEC Célia 30/04/2025
C 2704	2	CORFDIR Marion	Trémeven	Accord 28/04/2025
C 2705	3	PORTRON Alain et ROBINOT Chantal	Lézardrieux Occupants	Accord 29/04/2025
C 2706	Pas de numéro ni maison	PORTRON Alain et ROBINOT Chantal		Accord 29/04/2025
C 2707	4	AUZOUX Christian et Danièle	Lézardrieux Occupants	Accord 29/05/2025
C2708	5 pas de maison	CHAUMARD André et Annie	Au 12	
C 2709	6	ABRAHAM Dominique et Geneviève	Lézardrieux Occupants	Accord
C 2710	7	THOMAS Yves et Nicole	PARIS 18	Accord 30/04/2025
C 2711	8	GRANDIEU Patricia	FAULX 54	
C 2712	10	MORICE François et Sandrine	Lézardrieux Occupants	
C 2713	11	GIANNANTONI Pascal et PALLIER Béatrice	Yvias	
C 2673	12	CHAUMARD André et Annie	Lézardrieux Entrée côté rue de Kerilis	

- Courrier d'information aux riverains du 28 avril 2025



Lézardrieux, le 28 avril 2025

Monsieur l'Adjoint à l'Urbanisme

à

Riverains Lotissement Pen Cra

RA : 2025 - 0252 VA-RG

Objet : retrocession voirie

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous solliciter au sujet de la voirie qui se situe dans le lotissement de Pen Cra et alentours.

- 1 - (C)ubas de M. RENAUD
- 2 - (C)ubas de M. RENAUD
- 3 - } Prop. RENAUD
- 4 - }
- 5 - Prop. RENAUD
- 6 - Prop. CHAUMARD



- 7 - Prop. ALAN AM
- 8 - Prop. T. HENRI
- 9 - (C)ubas de M. RENAUD
- 10 - Prop. M. RENAUD
- 11 - (C)ubas de M. RENAUD
- 12 - Prop. CHAUMARD

En effet, une délibération a été prise le 11 juin 2008 pour classer la voirie dans le domaine communal. Vous trouverez ci-joint la copie du compte-rendu afférent. Pour une raison que j'ignore, cela n'a pu aboutir.

De plus, la société Immo Renaud, propriétaire de la voirie cadastrée C2677 et C2678, n'existe plus. Et, plusieurs propriétaires de ce lotissement m'ont demandé de procéder à cette retrocession.

Il vous est donc proposé une retrocession de voirie pure et simple par retrocession d'office. Comme cela, pour exemple, l'éclairage public qui ne peut être pris en charge ce jour pourra être entretenu par le SDE22.

23, Place du Centre 22740 LEZARDRIEUX

TS : 02 96 20 10 30

Chemin : urbanisme@lezardrieux.fr

Merci de confirmer votre accord ou non pour que cette voirie devienne communale en complétant le formulaire ci-joint et nous le retournant en mairie pour le lundi 05 mai 2025.


En cas de questionnement, vous pouvez me joindre à la mairie au 0296201020 ou ma collaboratrice Madame Nelly Guilloux.

Vous en remerciant par avance.

L'Adjoint à l'Urbanisme,
Yanick ANDRÉ



- Retours d'accord des riverains (propriétés n°1, 2, 3, 4, 7 et 8)



LEZARDRIEUX

 MAIRIE DE LEZARDRIEUX


Nom : LE MARCHEC Prénom : CELA

N° : 1 Adresse : Rondene Pw CRA

Accord pour la rétrocession :

 Oui ☒ Non ☐

Date : 30/04/2025 Signature : [Signature]



LEZARDRIEUX

 MAIRIE DE LEZARDRIEUX

Nom : Confelix Prénom : Marion

N° : 2 Adresse : Pen Gw 2227a Lezardrieux

Accord pour la rétrocession :

 Oui ☒ Non ☐

Date : 28/04/2025 Signature : [Signature]



Nom : PORTRON Prénom : Alain

N° : 3 Adresse : résidence Pen Gra

Accord pour la rétrocession :

Oui ☒

Non ☐

Date : 29/04/2025 Signature : 



Devant le 7
Manque bords dans devant 5.P

Nom : Auzoux Prénom : Christine

N° : 5 Adresse : Residence Per Cou

Accord pour la rétrocession :

Oui ☒

Non ☐

Date : 29 Mai 2025 Signature : [Signature]

Ah ! Enfin ! Merci Yanick / Fabienne

Pour l'éclairage : 2 lampes tout à remplacer (1113 et la 212 électrique)
Remplacement devant le site 9 Per Cou

Entretien chemin et esplanade : Ceci fait des années que j'entretiens
ce passage très fréquenté à pied
D'autre chose de prévoir la sécurité

Impasse : Pose panneau à l'entrée de la résidence

Voie d'accès 1550-2

(en ce moment avec la troupe c'est plusieurs véhicules
par jour qui font demi-tour)

23, Place du Centre 22740 LEZARDRIEUX

Tél : 02.96.28.18.20

Courriel : urbanisme@lezardrieux.fr



Nom : ABRAHAM Prénom : DOMINIQUE

N° : 7 Adresse : PEN CRA

Accord pour la rétrocession :

Oui ☒

Non ☐

Date : Signature : 



Nom : THOMAS Prénom : Yves et Nicole

N° : 8 Adresse : Rue de la Penrice

Accord pour la rétrocession :

Oui ☒

Non ☐

Date : 30 août 2015 Signature : 

ANNEXE N°5 : RECHERCHES FONCIÈRES - SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

5.1 - Impasse Saint-Jean (parcelle C n° 1528) :

Service de la publicité foncière
N° 3233-SD
04-2020
Demande de renseignements

Centre de gestion - service Publicité foncière
Adresse : 2-1, rue Pierre et Marie Curie - BP 412
22194 PLEHM CÉDEX
Zonage : 22194 PLEHM CÉDEX
Zonage : 22194 PLEHM CÉDEX (22194)
Contact : Service Information 02 98 98 34 06
Téléphone : 02 98 98 34 06
A. PLEHM le 15 / 05 / 2024
Signature (obligatoire) :

Demande de renseignements pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956

Je soussigné, M. DELY, domicilié au service de la publicité foncière de la situation des lieux pour lesquels les renseignements sont demandés.
Voilà la notice n° 3233-SD d'avis de renseignements des documents de renseignements hypothécaires et d'information sur les lieux.

Service de publicité foncière : SAINT-BRIEUC

N°	Commune (ou communes) (arrondissement n° 0 y a lieu, ou si aucun)	Régime foncier (particulier à l'y a lieu, ou si aucun)	Nombre de parcelles (ou de parcelles)	Nombre de lot (ou de lots)
1	LEZARDREUX	C 1528		
2				
3				
4				
5				

CAS GÉNÉRAL
Période allant du 1^{er} janvier 1956 à la date de mise à jour de l'état de la demande, pour les documents portant engagement sur des personnes, ou à la date de mise à jour de la demande pour tout autre type de documents.

CAS PARTICULIER
Sans restriction sur période d'engagement de ces personnes, voir ci-dessous :
- la date de mise à jour (à compter du 1^{er} janvier 1956) :
- la date d'expiration, ou plus tard la : (à compter pour les documents relatifs à une ou plusieurs personnes)
Pour une demande portant engagement sur des personnes, mentionner dans la notice de renseignements à l'information concernant le document personnellement connu (12 loi sur, ou plus tard la :)
Pour les personnes ou personnes mentionnées ou dans la notice de renseignements à l'information concernant le document personnellement connu (12 loi sur, ou plus tard la :)
Pour les personnes ou personnes mentionnées ou dans la notice de renseignements à l'information concernant le document personnellement connu (12 loi sur, ou plus tard la :)
Pour les personnes ou personnes mentionnées ou dans la notice de renseignements à l'information concernant le document personnellement connu (12 loi sur, ou plus tard la :)

Page 1

- Demande de renseignements n° 3233-SD du 24 mai 2024

Service de la publicité foncière
N° 3233-SD
04-2020

	Nombre de personnes ou d'immobiliers	Tarif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immobiliers	1	€ 124	124
Tarif des demandes portant à la fois sur des personnes et des immobiliers		€ 124	124
- nombre de personnes au-delà de 1		€ 56	56
- nombre d'immobiliers au-delà de 1		€ 24	24
Frais d'expédition (12 € 00 à verser par courrier)			12
TOTAL			216

☐ Carte bancaire ☐ Virement ☐ Chèque de Banque à l'ordre du Trésor public
☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) ☐ Espèces (pour un montant maximum de 300 €)


Je soussigné, M. DELY, domicilié au service de la publicité foncière de la situation des lieux pour lesquels les renseignements sont demandés.
☐ modifications de la situation des personnes ou des immobiliers
☐ début ou renouvellement de procédure
☐ demande sans objet ou non due
☐ autre

La responsabilité des données publiques et des services de publicité foncière


Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses règlements exceptionnels 2016/17 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès du service chargé de la publicité foncière et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'information et des libertés.

Page 1

• Réponse du service de la publicité foncière du 29 mai 2024



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
Liberté
Égalité
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE
SAINT-BRIEUC**

Demande de renseignements n° 2204P01 2024H5730 (91)
déposée le 24/05/2024, par l'Administration CDG 22

Réf. dossier : HFRE LEZARDRIEUX C 1528

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document qui contient les éléments suivants :

- Pour la période de publication du 01/01/1974 au 24/04/2024 (date de mise à jour fichier)
 - ☐ Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé,
 - ☒ Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 9 faces de copies ci-jointes,
 - ☒ Il n'existe que les 3 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande : du 25/04/2024 au 24/05/2024 (date de dépôt de la demande)
 - ☒ Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A SAINT-BRIEUC, le 29/05/2024
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Jacques BERTHELOT

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

1

Demande de renseignements n° 2204P01 2024H5730

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1974 AU 24/04/2024

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 20/05/2015	Référence d'enlèvement : 2204P04 2015P1696	Date de l'acte : 30/04/2015
Nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES			
Rédacteur : NOT BIGNON Marc / PONTREUX			

Disposition n° 1 de la formalité 2204P04 2015P1696 :

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	LE QUEMENT	15/02/1931
Bénéficiaire, Donataire		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
2	LE QUEMENT	10/08/1960
3	LE QUEMENT	23/10/1961
4	LE QUEMENT	19/05/1964
5	LE QUEMENT	04/01/1971
6	POUYMAYON	28/10/1936

Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
245	NT	LEZARDRIEUX	C 1523		
			C 1528		
6	UI	LEZARDRIEUX	C 1528		
			C 1523		
	US	LEZARDRIEUX	C 1523		

DI : Droits indivis CO : Constructions DO : Donateur EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Affectation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 53.357,50 EUR

Complément : Droits transmis : 1/2 de communauté de la totalité de C 1523 et d'1/11ème indivis de C 1528. Disposant décédé le 13/04/1995 laissant sa conjointe survivante (n° 6) donataire de la totalité en usufruit, la bénéficiaire (n° 2) héritière pour 9/48èmes en nue-propriété et les bénéficiaires (n° 3 à 5) héritiers et légataires universels chacun pour 13/48èmes en nue propriété.

2

Demande de renseignements n° 2204P01 2024H5730

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1974 AU 24/04/2024

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 14/11/2022	Référence d'enlèvement : 2204P01 2022P30827	Date de l'acte : 03/11/2022
	Nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES		
	Rédacteur : NOT Yann GUILLOU / TREGUIER		

Disposition n° 1 de la formalité 2204P01 2022P30827 :

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité			
1	LE BIHAN	21/05/1937			
6	MENECHIER	13/05/1939			
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité			
2	LE BIHAN	17/11/1958			
3	LE BIHAN	26/03/1960			
4	LE BIHAN	03/12/1961			
5	LE BIHAN	14/03/1966			
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	LEZARDRIEUX	C 1524		
			C 1528		

DI : Droits indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenayer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 260.000,00 EUR

Complément : Droits transmis : 1/11ème indivis du C 1528, totalité du surplus.

Disposants décédés les 29 mai 2022 pour M. LE BIHAN et 6 décembre 2017 pour son épouse née MENECHIER laissant les bénéficiaires, chacun pour, respectivement, 1/4.

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 23/11/2023	Référence d'enlèvement : 2204P01 2023P29191	Date de l'acte : 15/11/2023
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT Yann GUILLOU / TREGUIER		

3

Demande de renseignements n°2204P01 2024H5739

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1974 AU 24/04/2024

Disposition n° 1 de la formalité 2204P01 2023P29191 : Vente

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité			
1	LE BIHAN	17/11/1958			
2	LE BIHAN	26/03/1960			
3	LE BIHAN	03/12/1961			
4	LE BIHAN	14/03/1966			
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité			
5	JANDOM	980 107 866			
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
5	PI	LEZARDRIEUX	C 1528		
	TP	LEZARDRIEUX	C 1524		

DI : Droits indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenayer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 220.000,00 EUR

Complément : 1/11ème indivis de C1528, totalité de C1524.

Fin du document informatisé Fidji

4

Demande de renseignements n°2204P01 2024H5739

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-BRIEUC
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
22021 SAINT-BRIEUC CEDEX 1
Téléphone : 0296014275
Télécopie : 0296014266
Mél. : apf.saint-brieuc@dgfip.finances.gouv.fr

Administration CDG 22
1 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
ELEUSIS 2 - DROIT DES SOLS
BP 417
22194 PLERIN CEDEX

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de l'Etat pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et répondues.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

1

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

2204P01 2024H5739

Date : 29/05/2024

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1974 au 24/05/2024

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLI L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
127	LEZARDRIEUX	C 1528		

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 20/05/2015	références d'enlèvement : 2204P04 2015P1886	Date de l'acte : 30/04/2015
	nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 14/11/2022	références d'enlèvement : 2204P01 2022P30627	Date de l'acte : 03/11/2022
	nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 23/11/2023	références d'enlèvement : 2204P01 2023P29191	Date de l'acte : 15/11/2023
	nature de l'acte : VENTE		

2

• Relevés de propriété (fiches historiques)

FICHE N° 1 Commune **LEZARDRIEUX** NOM **QUEMENT (S)** **Ségardrieux** **15/2 1931**

Autres fiches à coller au verso de l'envers

Prénoms : **Amable François Marie** né le **22.10.1936** **Maisons-Alfort**

Epoux : **Pouymayon Monique** née le **15.2.1931**

I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (Sauf mention aux fiches d'annexes, modèle B)

II - FORMALITÉS CONCERNANT LES DOMAINES RURAUX (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chaque des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

N° de plan	Adresse (Cote et numéro) ou, à défaut, section	Inscriptions	Date, nature et nature des formalités	Observations	
C 1523	Dont n° 2 Intéressement de Ségardrieux Vente FG 204 C 598	1	12 juillet 1958, n° 317 n° 2 acquisition M. P. P. P. 24.10.58 du 19.10.58 1958 et autres droits pour communes de P. P. P. Pouymayon (Ségardrieux) P. P. P. 1523	1	12 juillet 1958, n° 317 n° 2 acquisition M. P. P. P. 24.10.58 du 19.10.58 1958 et autres droits pour communes de P. P. P. Pouymayon (Ségardrieux) P. P. P. 1523

III - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

N° d'ordre	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan
1	1	1	1	1	1	1	1	1
2	2	2	2	2	2	2	2	2
3	3	3	3	3	3	3	3	3
4	4	4	4	4	4	4	4	4
5	5	5	5	5	5	5	5	5
6	6	6	6	6	6	6	6	6
7	7	7	7	7	7	7	7	7
8	8	8	8	8	8	8	8	8
9	9	9	9	9	9	9	9	9
10	10	10	10	10	10	10	10	10
11	11	11	11	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12	12	12	12
13	13	13	13	13	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18	18	18	18

FICHE N° 1 Commune **LEZARDRIEUX** NOM **POUYMAYON** **Maisons-Alfort** **28/10 1936**

Autres fiches à coller au verso de l'envers

Prénoms : **Monique Andrieu** née le **15.2.1931** **Ségardrieux**

Epoux : **Ségardrieux** née le **15.2.1931**

I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (Sauf mention aux fiches d'annexes, modèle B)

II - FORMALITÉS CONCERNANT LES DOMAINES RURAUX (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chaque des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

N° de plan	Adresse (Cote et numéro) ou, à défaut, section	Inscriptions	Date, nature et nature des formalités	Observations	
C 1523	Dont n° 2 Intéressement de Ségardrieux Vente FG 204 C 598	1	12 juillet 1958, n° 317 n° 2 acquisition M. P. P. P. 24.10.58 du 19.10.58 1958 et autres droits pour communes de P. P. P. Pouymayon (Ségardrieux) P. P. P. 1523	1	12 juillet 1958, n° 317 n° 2 acquisition M. P. P. P. 24.10.58 du 19.10.58 1958 et autres droits pour communes de P. P. P. Pouymayon (Ségardrieux) P. P. P. 1523

III - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

N° d'ordre	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan
1	1	1	1	1	1	1	1	1
2	2	2	2	2	2	2	2	2
3	3	3	3	3	3	3	3	3
4	4	4	4	4	4	4	4	4
5	5	5	5	5	5	5	5	5
6	6	6	6	6	6	6	6	6
7	7	7	7	7	7	7	7	7
8	8	8	8	8	8	8	8	8
9	9	9	9	9	9	9	9	9
10	10	10	10	10	10	10	10	10
11	11	11	11	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12	12	12	12
13	13	13	13	13	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18	18	18	18

Modulo A

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

FICHE N° 1 LEZARDREUX R
 NOM LAY (L)
 Prénoms Marie Joseph
 Date de naissance 19 3 1905
 258-331

1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES
 (à compléter par l'élève ou son représentant)
 N° de la photo 1
 Adresse (Rue et numéro) ou à l'école, domicile
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1

2 - FORMAIRES CONCERNANT LES ÉLÈVES DÉCÉDÉS
 (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chaque des communes dont les adresses figurent en tableau 1)

A - MUTATIONS SÉVÉRITÉS ACTIVES
 Immatriculation 1
 Date, nature et nature des formalités
 Observations
 Immatriculation 1
 Date, nature et nature des formalités
 Observations

B - CHARGES PRIVILÉGIÉES ET HYPOTHÈQUES
 Immatriculation 1
 Date, nature et nature des formalités
 Observations

C - INFORMATIONS GÉNÉRALES
 (à compléter par l'élève ou son représentant)
 N° de la photo 1
 Adresse (Rue et numéro) ou à l'école, domicile
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

FICHE N° 1 LEZARDREUX R
 NOM LAY (L)
 Prénoms Marie Joseph
 Date de naissance 19 3 1905
 258-331

1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES
 (à compléter par l'élève ou son représentant)
 N° de la photo 1
 Adresse (Rue et numéro) ou à l'école, domicile
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1

2 - FORMAIRES CONCERNANT LES ÉLÈVES DÉCÉDÉS
 (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chaque des communes dont les adresses figurent en tableau 1)

A - MUTATIONS SÉVÉRITÉS ACTIVES
 Immatriculation 1
 Date, nature et nature des formalités
 Observations
 Immatriculation 1
 Date, nature et nature des formalités
 Observations

B - CHARGES PRIVILÉGIÉES ET HYPOTHÈQUES
 Immatriculation 1
 Date, nature et nature des formalités
 Observations

C - INFORMATIONS GÉNÉRALES
 (à compléter par l'élève ou son représentant)
 N° de la photo 1
 Adresse (Rue et numéro) ou à l'école, domicile
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1
 N° de la photo 1

FICHE N° 1 Commune de **Lezardrieux** 1^{re}

ROM **LAY (le)** à **Silvaneau** 4 4 1899

Prénoms : **Yves Marie** né le **10 Mars 1924**

Epo : **Yves Marie** né le **10 Mars 1924**

Epo : **Yves Marie** né le **10 Mars 1924**

I - IMMOBILISER REALISER
(Références aux Actes d'Immobilier, tableau II)

II - FORMALITES CONCERNANT LES IMMOBILISER REALISER
(Pour les formalités concernant les immobilisations, voir les dates de chaque des immobilisations dont les adresses figurent au tableau I)

A - MUTATIONS **SEQUESTRES ACTIVES**

B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

III - DEMONSTRATION GUYANNE

N° de plan	Adresse (Noms et numéros) ou, à défaut, Numéro	Immobilisations	Dates, mentions et notes des formalités	Observations	Immobilisations	Dates, mentions et notes des formalités	Observations
1	10	32	18 Mars 1924	10 Mars 1924	10 Mars 1924	10 Mars 1924	10 Mars 1924
2	20	40	20 Mars 1924	20 Mars 1924	20 Mars 1924	20 Mars 1924	20 Mars 1924
3	30	50	30 Mars 1924	30 Mars 1924	30 Mars 1924	30 Mars 1924	30 Mars 1924
4	40	60	40 Mars 1924	40 Mars 1924	40 Mars 1924	40 Mars 1924	40 Mars 1924
5	50	70	50 Mars 1924	50 Mars 1924	50 Mars 1924	50 Mars 1924	50 Mars 1924
6	60	80	60 Mars 1924	60 Mars 1924	60 Mars 1924	60 Mars 1924	60 Mars 1924
7	70	90	70 Mars 1924	70 Mars 1924	70 Mars 1924	70 Mars 1924	70 Mars 1924
8	80	100	80 Mars 1924	80 Mars 1924	80 Mars 1924	80 Mars 1924	80 Mars 1924
9	90	110	90 Mars 1924	90 Mars 1924	90 Mars 1924	90 Mars 1924	90 Mars 1924
10	100	120	100 Mars 1924	100 Mars 1924	100 Mars 1924	100 Mars 1924	100 Mars 1924
11	110	130	110 Mars 1924	110 Mars 1924	110 Mars 1924	110 Mars 1924	110 Mars 1924
12	120	140	120 Mars 1924	120 Mars 1924	120 Mars 1924	120 Mars 1924	120 Mars 1924
13	130	150	130 Mars 1924	130 Mars 1924	130 Mars 1924	130 Mars 1924	130 Mars 1924
14	140	160	140 Mars 1924	140 Mars 1924	140 Mars 1924	140 Mars 1924	140 Mars 1924
15	150	170	150 Mars 1924	150 Mars 1924	150 Mars 1924	150 Mars 1924	150 Mars 1924
16	160	180	160 Mars 1924	160 Mars 1924	160 Mars 1924	160 Mars 1924	160 Mars 1924
17	170	190	170 Mars 1924	170 Mars 1924	170 Mars 1924	170 Mars 1924	170 Mars 1924
18	180	200	180 Mars 1924	180 Mars 1924	180 Mars 1924	180 Mars 1924	180 Mars 1924
19	190	210	190 Mars 1924	190 Mars 1924	190 Mars 1924	190 Mars 1924	190 Mars 1924
20	200	220	200 Mars 1924	200 Mars 1924	200 Mars 1924	200 Mars 1924	200 Mars 1924
21	210	230	210 Mars 1924	210 Mars 1924	210 Mars 1924	210 Mars 1924	210 Mars 1924
22	220	240	220 Mars 1924	220 Mars 1924	220 Mars 1924	220 Mars 1924	220 Mars 1924
23	230	250	230 Mars 1924	230 Mars 1924	230 Mars 1924	230 Mars 1924	230 Mars 1924
24	240	260	240 Mars 1924	240 Mars 1924	240 Mars 1924	240 Mars 1924	240 Mars 1924
25	250	270	250 Mars 1924	250 Mars 1924	250 Mars 1924	250 Mars 1924	250 Mars 1924
26	260	280	260 Mars 1924	260 Mars 1924	260 Mars 1924	260 Mars 1924	260 Mars 1924
27	270	290	270 Mars 1924	270 Mars 1924	270 Mars 1924	270 Mars 1924	270 Mars 1924
28	280	300	280 Mars 1924	280 Mars 1924	280 Mars 1924	280 Mars 1924	280 Mars 1924
29	290	310	290 Mars 1924	290 Mars 1924	290 Mars 1924	290 Mars 1924	290 Mars 1924
30	300	320	300 Mars 1924	300 Mars 1924	300 Mars 1924	300 Mars 1924	300 Mars 1924
31	310	330	310 Mars 1924	310 Mars 1924	310 Mars 1924	310 Mars 1924	310 Mars 1924
32	320	340	320 Mars 1924	320 Mars 1924	320 Mars 1924	320 Mars 1924	320 Mars 1924
33	330	350	330 Mars 1924	330 Mars 1924	330 Mars 1924	330 Mars 1924	330 Mars 1924
34	340	360	340 Mars 1924	340 Mars 1924	340 Mars 1924	340 Mars 1924	340 Mars 1924
35	350	370	350 Mars 1924	350 Mars 1924	350 Mars 1924	350 Mars 1924	350 Mars 1924
36	360	380	360 Mars 1924	360 Mars 1924	360 Mars 1924	360 Mars 1924	360 Mars 1924
37	370	390	370 Mars 1924	370 Mars 1924	370 Mars 1924	370 Mars 1924	370 Mars 1924
38	380	400	380 Mars 1924	380 Mars 1924	380 Mars 1924	380 Mars 1924	380 Mars 1924
39	390	410	390 Mars 1924	390 Mars 1924	390 Mars 1924	390 Mars 1924	390 Mars 1924
40	400	420	400 Mars 1924	400 Mars 1924	400 Mars 1924	400 Mars 1924	400 Mars 1924
41	410	430	410 Mars 1924	410 Mars 1924	410 Mars 1924	410 Mars 1924	410 Mars 1924
42	420	440	420 Mars 1924	420 Mars 1924	420 Mars 1924	420 Mars 1924	420 Mars 1924
43	430	450	430 Mars 1924	430 Mars 1924	430 Mars 1924	430 Mars 1924	430 Mars 1924
44	440	460	440 Mars 1924	440 Mars 1924	440 Mars 1924	440 Mars 1924	440 Mars 1924
45	450	470	450 Mars 1924	450 Mars 1924	450 Mars 1924	450 Mars 1924	450 Mars 1924
46	460	480	460 Mars 1924	460 Mars 1924	460 Mars 1924	460 Mars 1924	460 Mars 1924
47	470	490	470 Mars 1924	470 Mars 1924	470 Mars 1924	470 Mars 1924	470 Mars 1924
48	480	500	480 Mars 1924	480 Mars 1924	480 Mars 1924	480 Mars 1924	480 Mars 1924
49	490	510	490 Mars 1924	490 Mars 1924	490 Mars 1924	490 Mars 1924	490 Mars 1924
50	500	520	500 Mars 1924	500 Mars 1924	500 Mars 1924	500 Mars 1924	500 Mars 1924
51	510	530	510 Mars 1924	510 Mars 1924	510 Mars 1924	510 Mars 1924	510 Mars 1924
52	520	540	520 Mars 1924	520 Mars 1924	520 Mars 1924	520 Mars 1924	520 Mars 1924
53	530	550	530 Mars 1924	530 Mars 1924	530 Mars 1924	530 Mars 1924	530 Mars 1924
54	540	560	540 Mars 1924	540 Mars 1924	540 Mars 1924	540 Mars 1924	540 Mars 1924
55	550	570	550 Mars 1924	550 Mars 1924	550 Mars 1924	550 Mars 1924	550 Mars 1924
56	560	580	560 Mars 1924	560 Mars 1924	560 Mars 1924	560 Mars 1924	560 Mars 1924
57	570	590	570 Mars 1924	570 Mars 1924	570 Mars 1924	570 Mars 1924	570 Mars 1924
58	580	600	580 Mars 1924	580 Mars 1924	580 Mars 1924	580 Mars 1924	580 Mars 1924
59	590	610	590 Mars 1924	590 Mars 1924	590 Mars 1924	590 Mars 1924	590 Mars 1924
60	600	620	600 Mars 1924	600 Mars 1924	600 Mars 1924	600 Mars 1924	600 Mars 1924
61	610	630	610 Mars 1924	610 Mars 1924	610 Mars 1924	610 Mars 1924	610 Mars 1924
62	620	640	620 Mars 1924	620 Mars 1924	620 Mars 1924	620 Mars 1924	620 Mars 1924
63	630	650	630 Mars 1924	630 Mars 1924	630 Mars 1924	630 Mars 1924	630 Mars 1924
64	640	660	640 Mars 1924	640 Mars 1924	640 Mars 1924	640 Mars 1924	640 Mars 1924
65	650	670	650 Mars 1924	650 Mars 1924	650 Mars 1924	650 Mars 1924	650 Mars 1924
66	660	680	660 Mars 1924	660 Mars 1924	660 Mars 1924	660 Mars 1924	660 Mars 1924
67	670	690	670 Mars 1924	670 Mars 1924	670 Mars 1924	670 Mars 1924	670 Mars 1924
68	680	700	680 Mars 1924	680 Mars 1924	680 Mars 1924	680 Mars 1924	680 Mars 1924
69	690	710	690 Mars 1924	690 Mars 1924	690 Mars 1924	690 Mars 1924	690 Mars 1924
70	700	720	700 Mars 1924	700 Mars 1924	700 Mars 1924	700 Mars 1924	700 Mars 1924
71	710	730	710 Mars 1924	710 Mars 1924	710 Mars 1924	710 Mars 1924	710 Mars 1924
72	720	740	720 Mars 1924	720 Mars 1924	720 Mars 1924	720 Mars 1924	720 Mars 1924
73	730	750	730 Mars 1924	730 Mars 1924	730 Mars 1924	730 Mars 1924	730 Mars 1924
74	740	760	740 Mars 1924	740 Mars 1924	740 Mars 1924	740 Mars 1924	740 Mars 1924
75	750	770	750 Mars 1924	750 Mars 1924	750 Mars 1924	750 Mars 1924	750 Mars 1924
76	760	780	760 Mars 1924	760 Mars 1924	760 Mars 1924	760 Mars 1924	760 Mars 1924
77	770	790	770 Mars 1924	770 Mars 1924	770 Mars 1924	770 Mars 1924	770 Mars 1924
78	780	800	780 Mars 1924	780 Mars 1924	780 Mars 1924	780 Mars 1924	780 Mars 1924
79	790	810	790 Mars 1924	790 Mars 1924	790 Mars 1924	790 Mars 1924	790 Mars 1924
80	800	820	800 Mars 1924	800 Mars 1924	800 Mars 1924	800 Mars 1924	800 Mars 1924
81	810	830	810 Mars 1924	810 Mars 1924	810 Mars 1924	810 Mars 1924	810 Mars 1924
82	820	840	820 Mars 1924	820 Mars 1924	820 Mars 1924	820 Mars 1924	820 Mars 1924
83	830	850	830 Mars 1924	830 Mars 1924	830 Mars 1924	830 Mars 1924	830 Mars 1924
84	840	860	840 Mars 1924	840 Mars 1924	840 Mars 1924	840 Mars 1924	840 Mars 1924
85	850	870	850 Mars 1924	850 Mars 1924	850 Mars 1924	850 Mars 1924	850 Mars 1924
86	860	880	860 Mars 1924	860 Mars 1924	860 Mars 1924	860 Mars 1924	860 Mars 1924
87	870	890	870 Mars 1924	870 Mars 1924	870 Mars 1924	870 Mars 1924	870 Mars 1924
88	880	900	880 Mars 1924	880 Mars 1924	880 Mars 1924	880 Mars 1924	880 Mars 1924
89	890	910	890 Mars 1924	890 Mars 1924	890 Mars 1924	890 Mars 1924	890 Mars 1924
90	900	920	900 Mars 1924	900 Mars 1924	900 Mars 1924	900 Mars 1924	900 Mars 1924
91	910	930	910 Mars 1924	910 Mars 1924	910 Mars 1924	910 Mars 1924	910 Mars 1924
92	920	940	920 Mars 1924	920 Mars 1924	920 Mars 1924	920 Mars 1924	920 Mars 1924
93	930	950	930 Mars 1924	930 Mars 1924	930 Mars 1924	930 Mars 1924	930 Mars 1924
94	940	960	940 Mars 1924	940 Mars 1924	940 Mars 1924	940 Mars 1924	940 Mars 1924
95	950	970	950 Mars 1924	950 Mars 1924	950 Mars 1924	950 Mars 1924	950 Mars 1924
96	960	980	960 Mars 1924	960 Mars 1924	960 Mars 1924	960 Mars 1924	960 Mars 1924
97	970	990	970 Mars 1924	970 Mars 1924	970 Mars 1924	970 Mars 1924	970 Mars 1924
98	980	1000	980 Mars 1924	980 Mars 1924	980 Mars 1924	980 Mars 1924	980 Mars 1924
99	990	1010	990 Mars 1924	990 Mars 1924	990 Mars 1924	990 Mars 1924	990 Mars 1924
100	1000	1020	1000 Mars 1924	1000 Mars 1924	1000 Mars 1924	1000 Mars 1924	1000 Mars 1924

5.2 - Pen Cra (parcelle C n° 2677) :

- Demande de renseignements n° 3233-SD du 24 mai 2024

N° 3233-SD
10-10-2024
Demande de renseignements

N° de demande : **2445340**
Date : **24 MAI 2024**
N° de dossier : **32 204**

Demande de renseignements
pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956

Structure ou IMEX soumettrice après la lecture de la notice : **Centre de Gestion Services Réseaux d'Énergie**
Adresse : **Étude 2-1, rue Pierre et Marie Curie BP 417 22194 PLENNY CEDEX**
Contact : **Samuel BERNARD**
Téléphone : **02 96 38 10 10**

Objet : **Lezardrieux**
N° de parcelle : **2677**

Signature : **Samuel BERNARD**

Le **24** mai **2024**

Page 1

N° 3233-SD
10-10-2024
Demande de renseignements

N° de demande : **2445340**
Date : **24 MAI 2024**
N° de dossier : **32 204**

Demande de renseignements
pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956

Structure ou IMEX soumettrice après la lecture de la notice : **Centre de Gestion Services Réseaux d'Énergie**
Adresse : **Étude 2-1, rue Pierre et Marie Curie BP 417 22194 PLENNY CEDEX**
Contact : **Samuel BERNARD**
Téléphone : **02 96 38 10 10**



Objet : **Lezardrieux**
N° de parcelle : **2677**



Signature : **Samuel BERNARD**

Le **24** mai **2024**

Page 1

• Réponse du service de la publicité foncière du 29 mai 2024

 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	 FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE SAINT-BRIEUC	Demande de renseignements n° 2204P01 2024H5740 (81) déposée le 24/05/2024, par l'Administration CDG 22
	Réf. dossier : HFRE LEZARDRIEUX C 2677
CERTIFICAT	
Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document qui contient les éléments suivants:	
<ul style="list-style-type: none"> - Pour la période de publication du 01/01/1974 au 24/04/2024 (date de mise à jour fichier) <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé, <input checked="" type="checkbox"/> Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les <u>6</u> faces de copies ci-jointes, <input checked="" type="checkbox"/> Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé, - Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande : du 25/04/2024 au 24/05/2024 (date de dépôt de la demande) <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis. 	
A SAINT-BRIEUC, le 29/05/2024 Pour le Service de la Publicité Foncière, Le comptable des finances publiques, Jacques BERTHELOT	
Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.	
1	Demande de renseignements n° 2204P01 2024H5740

 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	 FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE SAINT-BRIEUC CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES 22021 SAINT-BRIEUC CEDEX 1 Téléphone : 0296014273 Télécopie : 0296014286 Mèl. : spt.saint-brieuc@dgrfp.finances.gouv.fr	Administration CDG 22 1 RUE PIERRE ET MARIE CURIE ELEUSIS 2 - DROIT DES SOLS BP 417 22194 PLERIN CEDEX
Vous trouverez dans la présente transmission :	
<ul style="list-style-type: none"> > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fdij pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées. > La réponse à votre demande de renseignements. 	
1	

Date : 29/05/2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

2204P01 2024H5740

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1974 au 24/05/2024

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	I Lot
127	LEZARDRIEUX	C 2677		(*)

(*) Paramètre inconnu de Fidj ou incomplet

2

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
 SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
 SAINT-BRIEUC

ANNEXE ETAT REPONSE
 Demande de renseignements n° 2204P01 2024H5740

Date : 29/05/2024

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot	Particularités
LEZARDRIEUX	C 2677		(*)	

(*) PARAMETRE INCONNU OU INCOMPLET

page 1 / 1

- **Relevés de propriété (fiches historiques)**

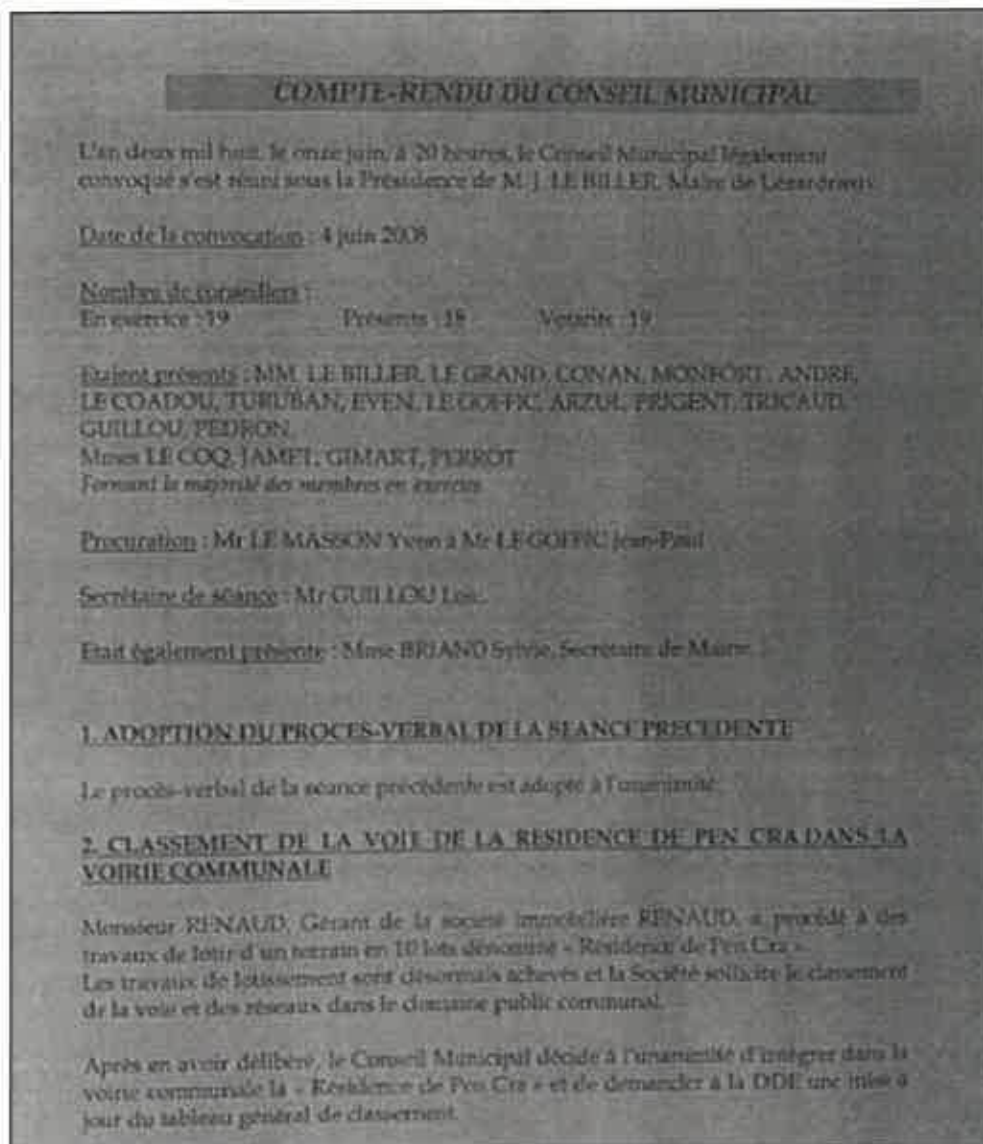
COMMUNE : LEZARDRIEU										SECTION : C N° du PLAN : 629										RUE : Lotissement										N°									
I - DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE										II - PARTICULARITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ (en les cas le composant)										III - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES																			
Situé sur le terrain n° 1										A - MUTATIONS SÉRIÉMENT ACTIVES										B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES																			
Immeuble situé au lot										Dates, numéros et nature des formalités										Observations																			
Immeuble situé au lot										Dates, numéros et nature des formalités										Observations																			
N° 12										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 13										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 14										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 15										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 16										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 17										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 18										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 19										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 20										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 21										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 22										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 23										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 24										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 25										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 26										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 27										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 28										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 29										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 30										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 31										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 32										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 33										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 34										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 35										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 36										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 37										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 38										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 39										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 40										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 41										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 42										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 43										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 44										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 45										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 46										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 47										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 48										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 49										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 50										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 51										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 52										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 53										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 54										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 55										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 56										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 57										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 58										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 59										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 60										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 61										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 62										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 63										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 64										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 65										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 66										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 67										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 68										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 69										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 70										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 71										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 72										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 73										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 74										17 OCT 1924										17 OCT 1924																			
N° 75										17 OCT 1																													

[illegible]

ANNEXE N°6 : DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

6.1 - Délibération du 11 juin 2008

- Première délibération relative au classement de Pen Cra dans la voirie communale



6.2 - Délibération n° 2024-05-50 du 13 juin 2024




- Approbation du lancement de la procédure de rétrocession de l'Impasse Saint-Jean

Document de production le 25/06/2024 Régime préfecture le 25/06/2024 Publiée le : ID : 2024-0550-271-00000000-2024-06-10-05	
COMMUNE de LEZARDRIEUX (Côtes d'Armor) REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 13 JUIN 2024 À 18H30 EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS	
L'an deux mille vingt-quatre, le treize juin à 18H30, le Conseil Municipal de LEZARDRIEUX dûment convoqués s'est assemblé à la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur PARANTHOËN Henri, le Maire.	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> Nombre de conseillers en exercice : 12 Présents ou représentés : 10 </div>	Présents : M. PARANTHOËN Henri, Mme LE COQ Annyverne, M. ANDRE Yanick, Mme LE BRIAND Fabienne, M. ALLAIN Gilles, M. GUILLOU Loïc, Mme HERVO Claudine, M. JUMEL Yoann, Mme CONAN Amélie. Représentée : Mme BLONDEL Christine par procuration à Mme LE COQ Annyverne Absents : Mme SCHUCHARD Corinne, M. MENOU Laurent. Secrétaire de séance : M. GUILLOU Loïc Date d'envoi de la Convocation : 5 juin 2024
DELIBERATION N°2024-05-50 : RETROCESSION DE VOIRIE : IMPASSE ST JEAN Rapporteur : M. ANDRE, Adjoint en charge des travaux	
M. ANDRE explique qu'il existe un lotissement Impasse Saint Jean construit à partir de 1963 dont la voirie n'a pas été rétrocédée à la commune.	
Afin de pouvoir entretenir la voirie et y intervenir, il est nécessaire de procéder à la rétrocession de la parcelle n°C1528, située « impasse Saint Jean », et que cette parcelle soit classée dans la voirie communale.	
La Direction Juridique du Centre de Gestion des Côtes d'Armor, service rédaction d'actes fonciers (droit du sol), va procéder aux démarches administratives.	
Vu l'avis favorable des commissions plénières des 23 et 30 mai 2024,	
Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal décident, à l'unanimité :	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ De donner leur accord pour procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section C n° 1528. ✓ D'autoriser l'acquisition, à titre gratuit, mais dont la valeur vénale (prix au m²) sera à prendre en référence pour le calcul de la contribution de sécurité immobilière. ✓ De dispenser Monsieur le Maire, par application de l'article R 2241-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, de procéder à l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques inscrits pour les acquisitions amiables dont le montant n'excède pas 7 700,00 €. ✓ De préciser que pour toute acquisition, les frais de bornage et les frais de rédaction d'acte - droits de publicité foncière seront supportés par les acquéreurs. ✓ De solliciter auprès du Centre de Gestion des Côtes d'Armor - Service Rédaction d'actes fonciers, une mise à disposition de personnel afin de rédiger l'acte en la forme administrative. 	

6.3 - Délibération n° 2024-05-51 du 13 juin 2024

- Approbation du lancement de la procédure de rétrocession de Pen Cra

<small>Envoyé en préfecture le 25/06/2024 Reçu en préfecture le 25/06/2024 Publié le ID : 022-212201271-20240613-2024_05_51-DE</small>	
COMMUNE de LEZARDRIEUX (Côtes d'	
RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 13 JUIN 2024 À 18H30	
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS	
<p>L'an deux mille vingt-quatre, le treize juin à 18H30, le Conseil Municipal de LEZARDRIEUX dûment convoqué s'est assemblé à la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur PARANTHOËN Henri, le Maire,</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 100px; text-align: center;">Nombre de conseillers en exercice : 12 Présents ou représentés : 10</div>	<p>Présents : M. PARANTHOËN Henri, Mme LE COQ Annyvonne, M. ANDRE Yanick, Mme LE BRIAND Fabienne, M. ALLAIN Gilles, M. GUILLOU Loïc Mme HERVO Claudine, M. JUMEL Yoann, Mme CONAN Amélie.</p> <p>Représentée : Mme BLONDEL Christine par procuration à Mme LE COQ Annyvonne</p> <p>Absents : Mme SCHUCHARD Corinne, M. MENOU Laurent,</p> <p>Secrétaire de séance : M. GUILLOU Loïc</p> <p>Date d'envoi de la Convocation : 5 juin 2024</p>
<p>DELIBERATION N°2024-05-51 : RETROCESSION DE VOIRIE : PEN CRA Rapporteur : M. ANDRE, Adjoint en charge des travaux</p> <p>M. ANDRE explique qu'il existe un lotissement à Pen Cra construit à partir de 2000 dont la voirie n'a pas été rétrocédée à la commune.</p> <p>Afin de pouvoir intervenir et entretenir la voirie, il est nécessaire de procéder à la rétrocession de la parcelle C n°2677 située impasse du lotissement « Pen Cra », appartenant à la Société RENAUD IMMO, derniers propriétaires connus auprès du service du Cadastre, et que cette parcelle soit classée dans la voirie communale.</p> <p>La Direction Juridique du Centre de Gestion des Côtes d'Armor, service rédaction d'actes fonciers (droit du sol), va procéder aux démarches administratives.</p> <p>Vu l'avis favorable des commissions plénières des 23 et 30 mai 2024,</p> <p>Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal décident, à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ De donner leur accord pour procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section C n° 2677,✓ D'autoriser l'acquisition, à titre gratuit, mais dont la valeur vénale (prix au m²) sera à prendre en référence pour le calcul de la contribution de sécurité immobilière,✓ De dispenser Monsieur le Maire, par application de l'article R 2241-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, de procéder à l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques inscrits pour les acquisitions amiables dont le montant n'excède pas 7 700,00 €.✓ De préciser que pour toute acquisition, les frais de bornage et les frais de rédaction d'acte - droits de publicité foncière seront supportés par les acquéreurs.	

<small>Envoyé en préfecture le 25/06/2024 Reçu en préfecture le 25/06/2024 Publié le ID : 022-212201271-20240613-2024_05_51-DE</small>	
<ul style="list-style-type: none">✓ De solliciter auprès du Centre de Gestion des Côtes d'Armor d'actes fonciers, une mise à disposition de personnel afin de rédiger l'acte en la forme administrative.✓ De désigner M. le Maire pour représenter la Commune en tant que partie à l'acte.✓ De donner tous pouvoirs à M. Le Maire pour authentifier l'acte.✓ D'autoriser M. le Maire ou un adjoint à signer tous les documents relatifs à cette décision	
<p>Pour extrait certifié conforme,</p>	
<p>Le secrétaire de séance, Loïc GUILLOU</p> 	<p>Le Maire, Henri PARANTHOËN</p>  

6.4 - Délibération n° 2025-05-59 du 15 mai 2025

- Intégration de la parcelle C n° 2678 de Pen Cra dans la procédure de rétrocession

Date de l'acte : 20 MAI 2025
ID : 023-212201271-20250515-2025_05_59-DE

COMMUNE de LEZARDRIEUX (Côtes d'Armor)
RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 15 MAI 2025 A 18 H 30
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mille vingt-cinq, le quinze mai à 18h30, le Conseil Municipal de LEZARDRIEUX dûment convoqué s'est réuni à la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur PARANTHOËN Henri, le Maire,

Nombre de conseillers en exercice : 12

Présents ou représentés : 12

Présents : M. PARANTHOËN Henri, Mme LE COQ Anyvonne, Mme LE BRIAND Fabienne, M. MENOU Laurent, Mme HERVO Claudine, M. GUILLOU Loïc, M. JUMEL Yoann, Mme CONAN Amélie, Mme CHEREL Jeanne, Mme GUILLOU Catherine

Représentés : M. ANDRE Yannick par procuration à Mme LE COQ Anyvonne, Mme BLONDEL Christine par procuration à Mme LE BRIAND Fabienne

Absent : /

Secrétaire de séance : M. Loïc GUILLOU

Date d'envoi de la Convocation : 7 Mai 2025

DELIBERATION 2025-05-59 : RETROCESSION DE VOIRIE : PEN CRA
Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire explique que la voirie du lotissement « Pen Cra » construit à partir de 2000 n'a pas été rétrocedée à la commune.


Afin de pouvoir intervenir et entretenir la voirie, il est nécessaire de procéder à la rétrocession de parcelles imposables du lotissement « Pen Cra », appartenant à la Société RENAUD IMMO, derniers propriétaires connus auprès du service du Cadastre.

La Direction Juridique du Centre de Gestion des Côtes d'Armor, service rédaction d'actes fonciers (droit du sol), va procéder aux démarches administratives.

Le 13 juin 2024, le Conseil Municipal a approuvé la rétrocession de la parcelle C n°2677 (1609m²) à la commune.
Il est aussi nécessaire de rétroceder la parcelle C n°2678 (210m²).

Date de l'acte : 20 MAI 2025
ID : 023-212201271-20250515-2025_05_59-DE

Parcelle C n°2677



Vu l'avis favorable des commissions plénières des 23 et 30 mai 2024,
Vu la délibération n°2024-05-51 en date du 13 juin 2024 autorisant la rétrocession de la parcelle C n°2677,
Vu l'avis favorable de la commission plénière du 12 Mai 2025,


Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal décident, à l'unanimité :

- ✓ De donner leur accord pour procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section C n° 2678,
- ✓ De dire que l'entretien du terrain, ainsi que sa remise en état sont à la charge du propriétaire jusqu'à la rétrocession ;
- ✓ D'autoriser l'acquisition, à titre gratuit, mais dont la valeur vénale (prix au m²) sera à prendre en référence pour le calcul de la contribution de sécurité immobilière,
- ✓ De dispenser Monsieur le Maire, par application de l'article R 2241-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, de procéder à l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques inscrits pour les acquisitions amiables dont le montant n'excède pas 7 700,00 €.
- ✓ De préciser que pour toute acquisition, les frais de bornage et les frais de rédaction d'acte - droits de publicité foncière seront supportés par les acquéreurs.
- ✓ De solliciter auprès du Centre de Gestion des Côtes d'Armor - Service Rédaction d'actes fonciers, une mise à disposition de personnel afin de rédiger l'acte en la forme administrative.
- ✓ De désigner M. le Maire pour représenter la Commune en tant que partie à l'acte.
- ✓ De donner tous pouvoirs à M. Le Maire pour accomplir l'acte.
- ✓ D'autoriser M. le Maire ou un adjoint à signer tous les documents relatifs à cette décision.

Pour extrait certifié conforme,

Le secrétaire de séance,
Loïc GUILLOU

Le Maire,
Henri PARANTHOËN



ANNEXE N°7 : DOCUMENTS HISTORIQUES DES LOTISSEMENTS

7.1 - Impasse Saint-Jean :

- Extraits du cahier des charges du lotissement (articles 6 et 10)

6- Propriété de la voie projetée :- Le sol de la rue projetée (assiette de la voie proprement dite et rocade d'évolution) appartiendra aux acquéreurs des lots no 2 à 12 inclus, à raison d'un ~~cinquième indivis~~ ^{cinquième indivis}, de cette superficie de voirie, soit par chacun de ces lots 400 m^2 ; les lotisseurs restent propriétaires par fraction des ~~cinquièmes~~, au prorata des lots ~~non~~ vendus.

Par suite de son affectation, le sol de la rue ne pourra être vendu par les acquéreurs séparément du surplus de leur propriété et il ne pourra être grevé d'aucune charge hypothécaire ou autre de la part de qui que ce soit.

Le dit droit de propriété du sol de cette voie cessera le jour où la Ville de LIZARDRIEUX aura classé la rue comme voie publique et en sera devenue ainsi propriétaire. Lors de ce classement, la propriété du sol de la rue passera à la Ville de LIZARDRIEUX libre de toute charge hypothécaire. En cas de classement de cette rue, les acquéreurs

10 - Constitution d'une Association Syndicale - En application des conditions énumérées aux articles 6, 7, 8 et 9 ci-dessus, il sera créé entre les acquéreurs des terrains (ou leurs ayants-droit) une association syndicale libre dont chacun fera partie de droit par le fait même de son acquisition d'un terrain ayant accès sur la voie de desserte du lotissement.

Cette association constituée et gérée conformément aux dispositions de la Loi du 11 Juin 1865, modifiée par la Loi du 22 Décembre 1888 et la Loi du 22 Juillet 1912 et du règlement d'Administration Publique du 9 Mars 1894, aura à sa charge tous travaux de surveillance, d'entretien et de réparations et généralement de tous les frais relatifs à la bonne conservation de la voie privée dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que des canalisations et lignes électriques aériennes. Les Statuts de cette Association seront déposés en l'étude de Me ~~le notaire~~, notaire à Pleudaniel, dépositaire également du présent Cahier des Charges afférent au dit lotissement.

7.2 - Pen Cra :

- Arrêté préfectoral du 5 septembre 1974 autorisant le lotissement

COT

DIRECTI
C

3. P.D
S.P. 61

Préfecture de
la région
COT

- 3 -

ARTICLE 2 - A défaut d'observation des prescriptions du présent arrêté, les intéressés seront poursuivis conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
M. le Sous-Préfet de LANNION,
M. le Maire de la commune de LEZARDRIEUX,
M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

SAINT-BRIEUC, le 25.12.1974

LE PRÉFET

Pour la Préfecture et par délégation
Pour le Bureau Départemental de l'Équipement
Ingénieur des Ponts et Chaussées
Chargé du Service



P. ANDRÉ

- VU le décret n° 58.1466 du 31 décembre 1958, relatif aux lotissements ;
VU le décret 59.768 du 26 juin 1959 modifié et complété par le décret 62.46 du 28 mai 1968 tendant à préserver le caractère de certains départements ;
VU le décret n° 59.898 du 28 juillet 1959, sur l'instruction des projets de lotissements ;
VU la loi de finances n° 60-1384 du 23 décembre 1960 et notamment son article 65 IV ;
VU le décret 61-910 du 5 août 1961 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 65 de la loi de finances susvisée et notamment ses articles 13 et 15 ;
VU le décret n° 61-1298 du 30 novembre 1961 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 91 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation ;
VU la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 ;
VU le décret n° 68-837 du 24 septembre 1968 sur la cession gratuite du terrain par le lotisseur ;
VU le décret 72-232 du 28 mars 1972 étendant au département des Côtes-du-Nord les dispositions du décret du 26 juin 1959 susvisé ;
VU l'arrêté ministériel en date du 13 octobre 1972 publié au Journal Officiel du 29 octobre 1972 délimitant les périmètres du département à l'intérieur desquels il sera fait application des dispositions du décret modifié du 26 juin 1959 susvisé et notamment perçu la redevance départementale d'espaces verts ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 février 1973 fixant le montant de la redevance votée par le Conseil Général des Côtes-du-Nord lors de sa délibération du 6 juillet 1970 ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 mars 1974 sur la mise en souterrain des réseaux électrique et téléphonique dans les communes classées périmètre sensible ;
VU le plan d'occupation des sols de la commune de LEZARDRIEUX actuellement en cours d'élaboration ;
VU la demande d'autorisation de lotissement présentée par M. HUET, géomètre expert à PALIMPOL, pour la division en 10 lots d'un terrain sis à LEZARDRIEUX, lieu-dit Pen-Cra, cadastré sous le n° 629 de la section C ;
.../...

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1973 portant délégation de signature
CONSIDERANT que ce terrain appartient à M. LE MEVEL Jean-Pierre ;
VU le dossier présenté ainsi que les documents et plans annexés ;
VU l'avis de M. le Maire de LEZARDRIEUX ;
VU l'avis de M. l'Architecte des Bâtiments de France ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Est autorisé, en 10 lots, à usage d'habitation, le lotissement d'un terrain appartenant à M. LE MEVEL Jean-Pierre, sis à LEZARDRIEUX, lieu-dit Pen Gra et cadastré sous le n° 629 de la section C, tel qu'il est défini aux plans, au règlement et au programme des travaux annexés au présent arrêté.

Cette autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et aux conditions suivantes :

- En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 février 1973, le pétitionnaire est tenu de payer au département des Côtes-du-Nord, une REDEVANCE DEPARTEMENTALE D'ESPACES VERTS s'élevant à 5 000 F, qui sera versée au chapitre 977, article 7 594, ouvert au budget départemental.
- Les travaux ne pourront pas être entrepris avant le paiement de cette redevance à M. le Trésorier Payeur Général des Côtes-du-Nord, Boulevard Clémenceau à SAINT-BRIEUC.
- Un avis de paiement sera adressé ultérieurement au lotisseur.
- Le terrain en cause se trouvant dans le périmètre de protection d'un monument historique inscrit, tout projet de construction devra recevoir l'accord préalable de M. l'Architecte des Bâtiments de France.
- Le lotisseur devra céder gratuitement le terrain nécessaire à l'élargissement des voies bordant le lotissement suivant l'alignement à obtenir de l'autorité compétente, dans la limite des 10 % de la superficie totale de la propriété.
- Le transfert de propriété du terrain, cédé sera réalisé par les sols et aux frais du lotisseur lors de la première vente.
- L'article 6 du règlement est modifié. La hauteur du sous-sol ne devra pas excéder 0,45 m., leur nombre de marches ne devra pas être supérieur à 3.
- Les constructions principales ou annexes en matériaux légers doivent avoir un aspect de constructions provisoires démontables ou non, sont intérieures.
- Il ne pourra être édifié sur chaque lot, qu'un seul bâtiment à usage d'habitation ne comportant qu'un seul logement.
- Le plan de masse du lotissement ne pourra faire l'objet d'aucune modification. Si dérogation il y a, elle sera exceptionnelle et justifiée. Elle sera toujours présentée par l'auteur du projet et sous la forme prévue par l'article 38 de la loi 67-1253 du 30 décembre 1967, dite "Loi d'Orientation Foncière".
- Tous les travaux d'aménagement, de viabilité et d'assainissement figurant au projet ou imposés comme condition de l'autorisation, devront être commencés suivant les directives des Services Techniques compétents et dans le délai de 1 an, à compter de la notification préfectorale.

../..

ARTICLE 2 - A défaut d'observation des prescriptions du présent arrêté, les intéressés seront poursuivis conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
M. le Sous-Préfet de LANNION,
M. le Maire de la commune de LEZARDRIEUX,
M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

SAINT-BRIEUC, le

05 SEP. 1974

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental de l'Équipement
Ingénieur des Ponts et Chaussées
Chargé de Mission



F. ANDRÉ

- Arrêté préfectoral du 9 avril 1976 transférant le lotissement à la Société RENAUD

**PREFECTURE
des
COTES-DU-NORD**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT**

**1, Place du Général-de-Gaulle
- B.P. 61 - 22023 SAINT-BRIEUC -**

Prévoir de rapporter la Service dans
le rapport et de tracer chaque pièce
indiqué dans chaque lettre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PREFET DES COTES DU NORD

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme approuvé par décrets n° 73.1022 et n° 73.1023 du 8 Novembre 1973 et notamment :

Les articles L 110.1 à L 110.4 relatifs aux règles générales d'aménagement et d'urbanisme,

Les articles L 315.1 à L 315.6 et R 315.1 à R 315.31 relatifs à la législation et la réglementation sur les lotissements,

Les articles L 316.1 à L 316.4 et R 316.1 sur les sanctions relatives aux lotissements,

Les articles R 142.1 à R 142.5 relatifs à la législation particulière en matière de protection du caractère de certains départements,

Les articles L 142.1 à L 142.4 et R 142.18 à R 142.23 concernant la perception de la Redevance Départementale d'Espaces Verts dans les communes classées "périmètres sensibles",

L'article L 143.1 relatif à la protection de certaines communes,

Les articles L 332.5 à L 332.9 sur la Taxe Locale d'Equipeement,

L'article R 332.15 concernant la cession gratuite de terrains par les lotisseurs ;

VU l'arrêté ministériel en date du 13 Octobre 1972, publié au J.O du 29 Octobre 1972 délimitant les périmètres du département des Côtes-du-Nord à l'intérieur desquels il sera fait application des dispositions des articles L 142.1 à L 142.4 et R 142.18 à R 142.23 susvisés du Code de l'Urbanisme et notamment perçu la Redevance Départementale d'Espaces Verts ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 Février 1973 fixant le montant de la redevance votée par le Conseil Général des Côtes-du-Nord lors de sa délibération du 6 Juillet 1970 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 Mars 1974 sur la mise en souterrain des réseaux électrique et téléphonique dans les communes classées "périmètres sensibles";

.... /

74/745

VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1974, accordant l'autorisation de lotissement en 10 lots à usage d'habitation d'un terrain sis à LEZARDRIEUX, au lieu-dit "Pen Cra", cadastré sous le n°629 de la section C et appartenant à M. LE MEVEL Jean-Pierre ;

VU la demande présentée pour transférer le lotissement de M. LE MEVEL, au nom de la Société Immobilière RENAUD, dont le siège social est à SAINT-BRIEUC, Rond-Point du Tertre Notre-Dame ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 1975 portant délégation de signature ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er - L'autorisation de lotissement accordée le 5 septembre 1974 à M. LE MEVEL est transférée au nom de la Société Immobilière RENAUD.

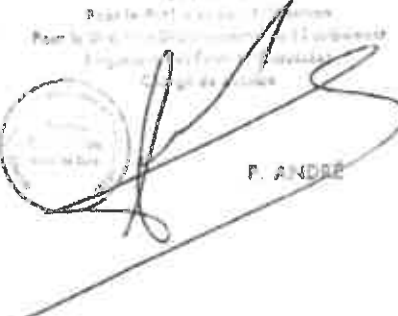
Cette autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et aux conditions suivantes :

- La Société Immobilière RENAUD se substituera à M. LE MEVEL dont elle assurera les obligations résultant de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1974.

ARTICLE 2 - A défaut d'observation des prescriptions du présent arrêté, les intéressés seront poursuivis conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
M. le Sous-Préfet de LANNION,
M. le Maire de la commune de LEZARDRIEUX,
M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

SAINT-BRIEUC le 09 AVR. 1976

Reçu le 09/04/76
Pour la Société Immobilière RENAUD
Signature : 
F. ANDRÉ

- Extraits du cahier des charges du lotissement (article 10)

- 4 -

10- Constitution d'une Association Syndicale - En application des conditions de l'article 5 ci-dessus, il sera créé entre les acquéreurs des lots n° 1 à n° 10 inclus (ou de leurs ayants droit) une Association Syndicale Libre dont chacun sera partie par le fait même de son acquisition d'un ou de plusieurs terrains.

- Cette Association constituée et gérée conformément aux dispositions de la Loi du 21 Juin 1865 modifiée par la Loi du 22 Décembre 1888 et de la Loi du 20 Juillet 1892, du règlement d'Administration Publique du 9 Mars 1894 et du Décret du 18 Décembre 1927, aura à sa charge tous travaux de surveillance, d'entretien collectif et de réparations, et généralement de tous les frais collectifs nécessaires à la bonne conservation de la voie nouvelle et ses annexes, ainsi que des ouvrages et des canalisations.

- Les Statuts de cette Association seront établis et déposés en l'Etude de M^e GUICHARD, notaire à Pleubian, dépositaire comme il a été dit ci-dessus, du présent cahier des charges et du Règlement de lotissement.



P.O.

[Signature]